

● LE PRÉSIDENT TEBBOUNE
« La lutte contre
le terrorisme doit
demeurer au sommet
des priorités de l'action
africaine commune »
(P3)

LE MAGHREB

Le Quotidien de l'Économie

● EN APPLICATION DES INSTRUCTIONS DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, ABDELMADJID TEBBOUNE

L'Algérie dépêche quatre avions chasseurs Su-30 au Niger pour soutenir Niamey

(P5)



INCENDIES AYANT TOUCHÉ PLUSIEURS WILAYAS

Le Président de la République prend plusieurs mesures urgentes

Le Président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, a présidé, hier, au siège de la Présidence de la République, une réunion consacrée à la prise des mesures nécessaires à la prise en charge des conséquences et des effets des récents incendies ayant touché plusieurs wilayas de l'est et du centre du pays. De hauts responsables militaires et civils ont assisté à cette réunion. Le président de la République, a ordonné, lors de cette réunion l'adoption de mesures urgentes pour prendre en charge les conséquences des derniers incendies ayant touché plusieurs wilayas du centre et de l'est du pays.

(Lire en Page 5)



● ZONES SINISTRÉES

**Le gouvernement mobilise
tous les moyens pour
assurer l'approvisionnement
en produits alimentaires**

(P4)

● PALESTINE OCCUPÉE

**Les colons sionistes
prennent d'assaut
la mosquée Al-Aqsa**

(P12)

Présidentielle 2027 : Villepin affirme vouloir être candidat



L'ancien Premier ministre français Dominique de Villepin a affirmé dimanche vouloir être candidat à l'élection présidentielle de 2027 et disposer déjà de « plusieurs centaines de parrainages », alors que la campagne entre progressivement dans le vif du sujet. « Je veux être candidat », a déclaré Dominique de Villepin sur le plateau de BFM Politique, précisant avoir engagé des démarches auprès des maires afin de recueillir les parrainages nécessaires à sa candidature. L'ancien chef du gouvernement a indiqué disposer à ce stade de « plusieurs centaines de parrainages ». Pour pouvoir se présenter à l'élection présidentielle, un candidat doit recueillir 500 signatures d'élus répondant aux critères prévus par la loi.

Dominique de Villepin s'est également montré particulièrement critique à l'égard des propositions économiques avancées par les différents candidats.

« C'est n'importe quoi, c'est la foire. Une campagne électorale où chacun promettrait à ceux qui sont en face de lui ce qu'ils ont envie d'entendre, c'est sympathique », a-t-il ironisé, alors que le budget et les finances publiques occupent une place croissante dans la campagne. Ses déclarations interviennent quelques jours après le premier grand débat économique entre sept candidats à la présidentielle, organisé jeudi par le Mouvement des entreprises de France (Medef).

Les Islandais rejettent la reprise des négociations d'adhésion à l'UE par 52,8 % contre 47,2 %

Les Islandais ont rejeté à 52,8 % la proposition de reprendre les négociations d'adhésion à l'Union européenne (UE), contre 47,2 % de votes favorables, selon les résultats définitifs publiés dimanche par le radiodiffuseur public RUV.

Les derniers bulletins, provenant de la circonscription du Sud-Ouest, ont été comptabilisés à 10 heures, heure locale (10h00 GMT), confirmant ainsi une courte majorité nationale opposée à la reprise des négociations. Les résultats font toutefois apparaître d'importantes disparités régionales. Les deux circonscriptions de Reykjavik ont voté en faveur du « oui », à 57,5 % dans Reykjavik-Nord et 54,5 % dans Reykjavik-Sud. Toutes les autres circonscriptions ont placé le « non » en tête : 62,9 % dans le Nord-Ouest, 61,2 % dans le Nord-Est, 60 % dans le Sud et 53 % dans le Sud-Ouest.

Les Islandais étaient appelés aux urnes samedi pour décider s'ils souhaitent relancer les négociations d'adhésion à l'UE, suspendues depuis plus d'une décennie.

Le référendum ne portait pas directement sur l'adhésion de l'Islande à l'Union. Une victoire du « oui » aurait autorisé le gouvernement à reprendre les négociations. Tout éventuel accord d'adhésion aurait ensuite dû être soumis à un second référendum.

Le Mouvement européen, l'une des principales organisations ayant fait campagne en faveur du « oui », s'est dit déçu du résultat, tout en soulignant que 47,2 % des électeurs avaient soutenu la poursuite des négociations. L'organisation a assuré qu'elle continuerait à œuvrer au renforcement des relations entre l'Islande et l'UE.

« Bien que l'Islande reste en dehors de l'UE, nous sommes étroitement liés à l'Europe par l'Espace économique européen (EEE), Schengen, l'OTAN et de nombreux autres projets de coopération essentiels dont l'Islande ne peut se passer », a-t-elle déclaré dans un communiqué.

« Un nouveau chapitre commence », a ajouté le mouvement, affirmant vouloir poursuivre son action en faveur d'un rapprochement entre l'Islande et l'Europe.

L'Islande avait déposé sa candidature à l'UE en 2009, après l'effondrement de son système bancaire lors de la crise financière mondiale. Les négociations d'adhésion avaient débuté en 2010 avant d'être suspendues trois ans plus tard, après l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement eurosceptique. Les discussions sont depuis restées gelées, sans que Reykjavik ne retire formellement sa candidature. La Commission européenne a, à plusieurs reprises, indiqué que celle-ci demeurerait juridiquement valide.

Le gouvernement islandais avait estimé que la question revêtait une importance nationale telle qu'elle devait être tranchée par référendum et s'était engagé à respecter le choix des électeurs.

Crue dévastatrice au Népal et en Chine : plus de 750 morts et 3.000 disparus

Le bilan de la crue dévastatrice au Népal et en Chine atteint 750 morts et 3 000 disparus après l'effondrement d'un glacier lié au changement climatique.

Le bilan provisoire de la crue dévastatrice survenue mercredi au Népal, à la frontière avec la Chine, est passé à 734 morts et 2.498 disparus, a annoncé dimanche l'autorité népalaise chargée de la gestion des situations d'urgence.

Les médias d'Etat chinois ont rapporté de leur côté un bilan de 16 morts et 546 disparus en Chine, portant le total des victimes de la catastrophe à 750 morts et 3.044 disparus. Un précédent bilan a fait état de 682 morts, 675 côté népalais, 7 sur le territoire chinois du Tibet. Samedi soir, l'armée népalaise est parvenue à insérer un tuyau d'air dans un tunnel où des ouvriers travaillant sur des chantiers d'un barrage hydroélectrique, prisonniers sous terre, et qui pourraient être encore vivants.



L'EFFONDREMENT D'UN GLACIER POINTÉ DU DOIGT

Selon le gouvernement népalais, plus de cent ouvriers pourraient être encore en vie dans des tunnels, les secours se concentrant sur les sites Trishuli 3A et 3B. Experts et scientifiques attribuent la catastrophe à l'effondrement d'un énorme glacier qui a transformé, en un instant, une paisible rivière en un fleuve en furie. Les autorités népalaises et le chef de l'ONU Climat ont invoqué samedi le changement climatique.

« Le réchauffement climatique provoqué par la combustion par l'humanité de quantités colossales de charbon, de pétrole et de gaz, rend des tragédies comme celle-ci, et tant d'autres à travers le monde, beaucoup plus probables, fréquentes et graves », a alerté Simon Stiell, responsable de l'ONU Climat, dans un communiqué. « Le Népal émet moins de 0,01% des gaz à effet de serre, mais nous, le peuple népalais, sommes parmi les principales victimes du changement climatique », a séparément souligné Shisir Khanal, ministre des Affaires étrangères du pays. Dans les régions sinistrées, les autorités peinent à retrouver la trace de quelque 3.000 personnes – 2.426 au Népal et 556 côté chinois – dont elles sont sans nouvelles depuis mercredi.

Chypre du Nord : 172 personnes secourues et sept morts après le chavirement d'un navire au large de Girne

Le Premier ministre de la République turque de Chypre du Nord (RTCN), Unal Ustel, a annoncé que 172 des 267 personnes qui se trouvaient à bord du navire ayant chaviré au large de Girne avaient été secourues, tandis que sept personnes ont perdu la vie.

S'exprimant auprès de Anadolu (AA) sur la situation, Ustel a précisé que les opérations de recherche et de sauvetage se poursuivaient pour retrouver les personnes toujours portées disparues.

Le Premier ministre a indiqué que tous les moyens de l'Etat avaient été mobilisés pour les opérations et qu'une cellule de crise avait été mise en place afin de coordonner les interventions.

Selon Ustel, de nombreuses équipes participent aux recherches en mer.

Les personnes blessées secourues ont été prises en charge dans des établissements hospitaliers, tandis que le ministère de la Santé de la RTCN suit de près l'évolution de leur état de santé, a-t-il ajouté.

France : deux marins portés disparus après le naufrage d'un bateau de pêche au large de l'Angleterre

Deux marins sont portés disparus et trois autres ont été secourus après le naufrage d'un bateau de pêche français au large de Plymouth, dans le sud-ouest de l'Angleterre, a indiqué dimanche la préfecture maritime de la Manche et de la mer du Nord, citée par les médias français.

Une importante opération de recherche et de sauvetage a été déclenchée samedi soir après l'émission d'un signal de détresse par le Maranello, un bateau de pêche français qui comptait cinq personnes à son bord.

Selon les premiers éléments communiqués, un filet de pêche se serait coincé dans le moteur du navire, provoquant son naufrage. Les secours britanniques ont immédiatement déployé d'importants moyens, avec l'appui de plusieurs navires présents dans la zone. Le bâtiment de la Marine nationale française La Garonne, qui se trouvait à proximité, a également rejoint les opérations de recherche et de sauvetage.

Les autorités françaises se sont par ailleurs mises à la disposition des services britanniques par l'intermédiaire des Centres régionaux opérationnels de surveillance et de sauvetage (CROSS), ajoutent les médias français.

Les recherches se poursuivent pour retrouver les deux marins disparus. En raison des forts courants susceptibles de les avoir entraînés vers l'Atlantique, le suivi des opérations a été repris par la préfecture maritime de l'Atlantique.

Le Maranello, basé à Saint-Brieuc, dans les Côtes-d'Armor, avait quitté le port de Saint-Quay-Portrieux mardi matin, selon les médias français citant notamment les données du site spécialisé MarineTraffic.



LE PRÉSIDENT TEBBOUNE :

« La lutte contre le terrorisme doit demeurer au sommet des priorités de l'action africaine commune »

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a appelé, hier, à renforcer les mécanismes africains de prévention et de règlement des conflits, tout en faisant de la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent une priorité de l'action commune du continent.

Le chef de l'État s'exprimait dans un message adressé aux participants à la 21e session extraordinaire de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine (UA), consacrée au renforcement des mécanismes de prévention et de règlement des conflits en Afrique, tenue à Luanda, en Angola. Son message a été lu en son nom par le président du Conseil de la nation, Azouz Nasri. En sa qualité de champion de l'Union africaine pour la prévention et la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent en Afrique, le président Tebboune a salué les efforts de l'Angola dans l'organisation de cette session extraordinaire ainsi que son engagement en faveur de l'action africaine commune contre le terrorisme.

Face à « l'aggravation de la menace terroriste et à l'élargissement de son emprise géographique » en Afrique, notamment dans la région du Sahel, le président de la République a estimé que la lutte contre le terrorisme doit demeurer au sommet des priorités de l'action africaine commune.

Il a averti que l'expansion préocupante du phénomène ne menace plus uniquement la paix, la sécurité et le développement du continent, mais touche désormais « l'existence des États, leurs institutions et leur stabilité ». D'où, selon lui, l'urgence de renforcer la coordination des efforts, d'intensifier l'action collective et de développer l'échange d'informations et d'expertises entre les États membres de l'Union africaine.

TEBBOUNE PLAIDE POUR LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS AFRICAINES

Le président Tebboune a également souligné la nécessité de renforcer les capacités opérationnelles de l'Union africaine afin de faire face à l'évolution de la menace terroriste.

Il s'est félicité, dans ce contexte, des avancées enregistrées dans le renforcement des mécanismes africains de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent, citant notamment l'adoption par le Conseil de paix et de sécurité de l'UA du plan d'action stratégique continental global de lutte contre le terrorisme en

Afrique, ainsi que l'activation du sous-comité du Conseil de paix et de sécurité consacré au terrorisme. Ces deux initiatives, a-t-il rappelé, ont été proposées par l'Algérie en sa qualité de coordinatrice de l'Union africaine pour la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent en Afrique. Le chef de l'État a par ailleurs insisté pour doter les institutions continentales des moyens nécessaires à une intervention efficace. Il a appelé à une meilleure coordination entre les différentes composantes de l'architecture africaine de paix et de sécurité, notamment la Force africaine en attente et ses composantes régionales, y compris les capacités régionales de l'Afrique du Nord en matière de lutte antiterroriste.

« LE SUCCÈS DE L'AFRIQUE FACE AU TERRORISME EST CELUI DE TOUTE LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE »

Pour Abdelmadjid Tebboune, les efforts de l'Afrique pour renforcer son dispositif institutionnel de lutte contre le terrorisme ne pourront porter pleinement leurs fruits sans un soutien accru de la communauté internationale. Il a estimé que la réussite du continent africain dans la lutte contre cette menace constitue un succès pour la communauté internationale dans son ensemble, tandis qu'un échec aurait des conséquences qui dépasseraient largement les frontières africaines. Le président de la République a également réaffirmé la position constante de l'Algérie selon laquelle la lutte antiterroriste ne doit pas se limiter à combattre les manifestations visibles du terrorisme, mais doit également s'attaquer à ses causes profondes, en prenant en compte de manière coordonnée et complémentaire les dimensions sécuritaire, politique et développementale. En conclusion, Abdelmadjid Tebboune a réaffirmé sa détermination à poursuivre les efforts en faveur de la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent, ainsi qu'à renforcer les mécanismes de l'action africaine commune, afin de permettre au continent et aux générations futures de vivre dans la paix et la sécurité et de poursuivre leur marche vers le



développement durable et la prospérité.

LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION DE L'UA PLAIDE POUR UN EFFORT COLLECTIF AFIN D'AFFRONTER LES CRISES EN AFRIQUE

Le président de la Commission de l'Union africaine (UA), Mahmoud Ali Youssouf, a appelé hier, à une réforme urgente de l'architecture de la paix et de la sécurité en Afrique, exhortant les pays du continent à opter pour les actions collectives afin de résoudre les crises.

«Au Soudan, en RDC, en Somalie, au Sahel, en Libye, au nord du Mozambique et à Madagascar, les crises persistantes et les menaces émergentes, y compris le terrorisme, l'extrémisme violent, la piraterie, la criminalité transnationale et le mauvais traitement des migrants, exigent une action collective plus forte», a affirmé M. Ali Youssouf lors de son intervention au 21e Sommet extraordinaire de l'UA organisé à Luanda, en Angola.

«La prévention doit devenir notre priorité. Nous avons besoin d'un système continental d'alerte précoce renforcé, d'une mise en œuvre plus efficace des décisions de l'UA, d'un financement durable pour les opérations de paix et d'un Fonds pour la paix pleinement opérationnel», a-t-il assuré, par ailleurs.

Il a estimé, en outre, que les partenariats, y compris avec les Nations unies, devraient refléter les réalités et les attentes de l'Afrique. «La mise en œuvre de la résolution 2719 du Conseil de sécurité des Nations unies (consacrant la coopération entre l'ONU et l'UA) est un appel légitime et urgent», a-t-il insisté. Il a également souligné que les Communautés économiques régionales de l'UA et les mécanismes régionaux restent au centre de la diplomatie préventive. Une consultation continue entre le Conseil de paix et de sécurité, la Commission, les États membres et les organismes régionaux «est essentielle», a-t-il dit. La solidarité, les ressources mutualisées et une plus grande

souveraineté panafricaine en matière de paix et de sécurité sont impératives, a-t-il plaidé signalant, à ce propos, qu'aucun pays n'était en mesure d'affronter seul les menaces que connaît le continent. Le président de la

Commission de l'UA a noté, d'autre part, que la mise en place de cette nouvelle architecture de paix et de sécurité nécessitait une «volonté politique inébranlable».

Hamza B.

LA CONJONCTURE

Par R. N.

Vers une gestion durable de l'eau en Algérie

La mise en service, jeudi dernier à Alger, de la station d'épuration des eaux usées de Sidi Abdallah illustre la nouvelle orientation des pouvoirs publics en matière de gestion de la ressource hydrique. Inaugurée par le ministre de l'Hydraulique, Lounès Bouzegza, cette infrastructure située à Sidi Bennour, à l'ouest de la capitale, marque une étape importante dans la stratégie de valorisation des eaux usées et de préservation de l'environnement.

Avec une capacité de traitement de 32.000 mètres cubes par jour, soit l'équivalent des besoins de 200.000 habitants, la station de Sidi Abdallah est conçue pour traiter les eaux usées provenant des communes avoisinantes. Loin d'être un simple exutoire, elle s'inscrit dans une logique de récupération et de réutilisation. Selon le ministre, l'objectif est d'assurer une "exploitation optimale et rationnelle" de ces eaux traitées, notamment pour l'irrigation des espaces verts.

La valeur ajoutée des stations d'épuration réside d'abord dans la création d'une ressource en eau non conventionnelle. À Alger, les stations d'épuration produisent près de 600.000 mètres cubes d'eau épurée par jour. Au lieu d'être rejetée en mer, cette eau peut être réorientée vers l'arrosage des parcs, des stades, des cimetières et des périmètres agricoles périurbains. Dans un contexte de stress hydrique et avec 60% de la production d'eau potable de la capitale provenant déjà du dessalement de l'eau de mer, la réutilisation des eaux épurées permet de soulager la pression sur les nappes et les barrages. Elle offre aux collectivités locales une eau moins coûteuse pour les usages non potables et contribue à verdifier la ville malgré la rareté de la ressource.

Au-delà de l'aspect économique, les stations d'épuration jouent un rôle sanitaire et environnemental fondamental. En traitant les eaux usées domestiques et industrielles avant leur rejet, elles réduisent drastiquement la pollution des oueds, du littoral et des nappes phréatiques. Cela limite les risques de maladies hydriques et préserve les écosystèmes marins et terrestres.

La nouvelle station d'El Hamiz, à Dar El Beïda, dont le projet a été lancé avec une capacité de 250.000 équivalents-habitants, va permettre de prendre en charge les rejets de Dar El Beïda, Rouiba, Bordj El Kiffan et Bordj El Bahri. Ce type d'infrastructure évite la saturation des réseaux et réduit les inondations par temps de pluie en complément des collecteurs, comme celui de 21,5 km en cours à Réghaïa.

Les stations d'épuration s'intègrent dans une vision plus large d'aménagement du territoire. Lors de sa visite, le ministre a également inspecté le réservoir de 10.000 mètres cubes de Zéralda, achevé à 98%, destiné à améliorer la continuité du service dans une zone en forte expansion. La capacité de stockage de la capitale devrait atteindre 200.000 mètres cubes à l'achèvement des projets en cours.

Cette articulation entre production, stockage et traitement est essentielle. Le ministre s'est dit "très satisfait" du taux de couverture en eau potable à Alger : 75% quotidiennement et 25% selon un système de 1 jour sur 2. Avec la numérisation du secteur, la lutte contre les fuites et la réhabilitation annoncée des réseaux vieux de plus de 50 ans, l'objectif est d'atteindre une alimentation régulière et quotidienne pour l'ensemble de la population d'ici 1 an à 1 an et demi.

Les stations d'épuration ne sont plus perçues comme une charge mais comme un investissement productif. Elles transforment un déchet en ressource, protègent l'environnement, soutiennent l'agriculture urbaine et sécurisent l'approvisionnement.

R.N.

ZONES SINISTRÉES

Le gouvernement mobilise tous les moyens pour assurer l'approvisionnement en produits alimentaires

Les incendies qui ont ravagé ces derniers jours plusieurs wilayas du centre et de l'est du pays, notamment Jijel, Béjaïa et Tizi-Ouzou, ont provoqué des pertes humaines et matérielles importantes. Au-delà de l'urgence médicale et de la sécurisation des zones touchées, les autorités publiques ont immédiatement activé un dispositif pour garantir l'approvisionnement des populations sinistrées en produits de première nécessité et éviter toute rupture ou spéculation.

Dès le déclenchement des feux, le gouvernement a placé la question de la continuité de l'approvisionnement au cœur de ses priorités. La ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Mme Amel Abdellatif, a présidé samedi une réunion de coordination par visioconférence avec les directeurs régionaux et les directeurs du commerce des wilayas concernées, en présence des cadres centraux du ministère. L'objectif était de faire un état des lieux précis sur le terrain et d'arrêter les mesures à prendre pour que les citoyens des zones affectées « ne manquent de rien ». La ministre a instruit ses services à « poursuivre la coordination et la communication permanente avec les autorités locales des wilayas sinistrées, et

à renforcer le suivi quotidien des stocks de produits de première nécessité ». Elle a insisté sur la nécessité d'assurer la continuité de l'approvisionnement des citoyens en denrées alimentaires de base, en eau, en produits d'hygiène et en autres biens essentiels, tout en prévoyant une intervention immédiate en cas de tension constatée sur un produit ou dans une commune isolée.

Concrètement, les directions du commerce des wilayas de Jijel, Béjaïa et Tizi-Ouzou ont été chargées de transmettre quotidiennement un rapport détaillé sur les niveaux de stocks dans les entrepôts, les marchés de gros et le commerce de détail. Ce suivi porte en priorité sur les produits sensibles : semoule, farine, pain, lait, huile, sucre, légumes secs, eau minérale et médicaments de première nécessité. Les équipes sur le terrain doivent également veiller à la régularité des tournées de ravitaillement vers les villages enclavés dont l'accès a pu être perturbé par les incendies. Lors de la réunion, les directeurs du commerce ont présenté un point sur la situation actuelle dans leurs wilayas respectives, les besoins exprimés par les cellules de crise locales et les actions déjà engagées. La ministre a demandé de recenser avec précision ces besoins et de s'assurer de leur prise en charge

dans les plus brefs délais, en mobilisant si nécessaire les réserves stratégiques et les opérateurs économiques nationaux pour acheminer rapidement les marchandises.

Parallèlement aux mesures institutionnelles, une vaste campagne de solidarité nationale a été lancée dans toutes les wilayas du pays pour venir en aide aux citoyens touchés par les feux de forêts. Des collectes de dons ont été organisées au niveau des sièges d'APC, des mosquées, des universités et des associations. Des camions chargés de couvertures, de vêtements, de denrées alimentaires, de lait infantile et de produits d'hygiène ont commencé à converger vers Jijel, Béjaïa et Tizi-Ouzou. Des caravanes médicales et des psychologues se sont également mobilisés pour accompagner les familles évacuées. Les wilayas non touchées ont été mises à contribution pour servir de relais logistique. Des entrepôts ont été réquisitionnés pour centraliser les aides avant leur distribution, sous la supervision des autorités locales et du Croissant Rouge algérien, afin de garantir une répartition équitable et transparente. Les réseaux sociaux et les médias publics relaient quotidiennement les points de collecte et les besoins prioritaires afin de canaliser l'élan de solidarité.



Cette double approche, institutionnelle et citoyenne, vise à répondre à l'urgence tout en préparant la phase de relèvement. Du côté du commerce, l'accent est mis sur la stabilité des prix et la lutte contre toute tentative de spéculation sur les produits de base dans les zones sinistrées et leurs environs. Les brigades de contrôle ont reçu pour consigne d'intensifier les sorties et de sanctionner immédiatement toute pratique illégale. Du côté de la solidarité, l'objectif est d'apporter un soutien direct aux familles qui ont tout perdu : maisons, récoltes, bétail, documents administratifs. Les dons permettent de couvrir les premiers besoins en attendant la mise en place des indemnités promises par l'Etat. La ministre a conclu la réunion en rappelant que le suivi resterait permanent « jusqu'au retour à la

normale ». Une cellule de veille a été installée au niveau central pour analyser chaque jour les données remontées du terrain et ajuster les plans d'acheminement. La coordination avec les wilayas, les services de la Protection civile, les collectivités locales et les opérateurs économiques est maintenue 7 jours sur 7. Dans un contexte marqué par la douleur et la perte, l'enjeu est de préserver la dignité des sinistrés et de leur assurer les conditions minimales de vie. Entre la mobilisation des services de l'Etat pour sécuriser les approvisionnements et l'élan de solidarité qui traverse tout le pays, les autorités cherchent à envoyer un message clair : les populations de Jijel, Béjaïa, Tizi Ouzou et des autres wilayas touchées ne seront pas laissées seules face à l'épreuve.

Hamza B.

LES MINISTÈRES DE L'INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE ET DE LA SANTÉ ANNONCENT :

La fourniture de médicaments et de matériel médical assurée pour les zones sinistrées



L'approvisionnement en médicaments dans les zones sinistrées, lors des incendies, repose sur des plans d'urgence sanitaire stricts pour éviter les ruptures de stocks et garantir la prise en charge immédiate des blessés.

Dans notre pays, pour éviter l'anarchie des collectes spontanées sur les réseaux sociaux, le ministère de la Santé impose un cadre organisé. Après l'opération admission des blessés dans les différents hôpitaux, centres et organismes de la santé à travers l'ensemble des wilayas, le ministère de la Santé rassure les Algériens concernant les médicaments dans les zones sinistrées et de son côté, le ministère de l'Industrie pharmaceutique annonce des mesures d'urgence pour la prise en charge des sinis-

trés. Ainsi donc, le ministère de la Santé a publié un communiqué important dans la soirée de samedi concernant l'approvisionnement en médicaments et en matériel médical des établissements de santé situés dans les zones touchées par les incendies. Le ministère confirme d'ailleurs, que ces établissements, chargés de la prise en charge des blessés, disposent de tous les médicaments, fournitures et équipements médicaux nécessaires en quantités suffisantes pour assurer une prise en charge immédiate, rapide et efficace de tous les patients.

Le même communiqué ajoute que le ministère confirme que les mécanismes de suivi et d'approvisionnement sont opérationnels depuis les premières heures des incendies, permettant une

réponse immédiate à tout besoin supplémentaire. Ceci s'inscrit dans le cadre du plan d'urgence sanitaire élaboré par le ministère, conformément à sa politique proactive visant à garantir la préparation et une réponse rapide et efficace face à de telles situations exceptionnelles.

Le ministère a mobilisé toutes les ressources humaines et matérielles disponibles et renforcé le niveau de préparation des établissements de santé concernés, tout en assurant une coordination et un suivi continu. Ceci garantit une prise en charge optimale et immédiate des blessés, sans aucune pénurie susceptible d'affecter la qualité et la continuité des soins.

Le ministère de la Santé rappelle également au public que la Pharmacie centrale des hôpitaux assure l'approvisionnement régulier et périodique en produits pharmaceutiques et en fournitures médicales des établissements de santé du pays tout au long de l'année, en fonction des besoins exprimés. Des mesures spéciales sont prises et les opérations d'approvisionnement sont renforcées pendant la saison estivale afin d'anticiper toute situation exceptionnelle ou une éventuelle augmentation de la demande.

De son côté, le ministère de l'Industrie pharmaceutique a

annoncé, dans la même soirée de samedi, des mesures d'urgence, dans le cadre de la cellule de crise mise en place à son niveau, pour répondre aux besoins sanitaires des populations des zones touchées par les incendies.

Et dans ce cadre, le ministère a indiqué, lors d'une réunion de cette cellule, présidée par le ministre de l'Industrie pharmaceutique, M. Ouacim Koudri, avoir invité l'ensemble des établissements pharmaceutiques spécialisés dans la production, la commercialisation et l'importation de médicaments et de dispositifs médicaux, à participer à un élan de solidarité destiné à prendre en charge les besoins des sinistrés.

Le ministère a appelé ces établissements à coordonner leurs actions avec le ministère de la Santé et la Pharmacie centrale des hôpitaux (PCH), afin de déterminer la nature et le volume des besoins urgents au niveau des établissements hospitaliers relevant des zones touchées, permettant ainsi d'assurer « une réponse rapide et efficace ».

Dans le cadre de ces mesures, les centres de stockage relevant des deux établissements pharmaceutiques « Biorem » et « Moderne Santé », situés dans la commune de Taher, dans la wilaya de Jijel, ont été ouverts afin d'assurer la réception, la collecte et le

stockage des différents dons, produits pharmaceutiques et dispositifs médicaux destinés aux zones sinistrées, avant leur distribution en fonction des besoins recensés et communiqués par les parties concernées.

Dans le même contexte, une coordination a été mise en place avec le Syndicat national des pharmaciens d'officine (SNAPO) afin d'organiser la collecte des dons, d'en assurer l'encadrement et de les orienter vers les centres de collecte, de manière à garantir leur acheminement aux établissements de santé ainsi qu'aux citoyens et aux malades des zones sinistrées, dans un cadre organisé et efficace, selon le communiqué.

Enfin, le ministère a également souligné l'engagement de nombreux établissements pharmaceutiques spécialisés dans la production, la commercialisation et l'importation dans cette opération de solidarité, parmi lesquels le groupe public Saidal, qui contribue notamment à la mise à disposition de quantités importantes de médicaments et de dispositifs médicaux, en particulier des solutions salines et physiologiques, des pansements de différents types et des médicaments essentiels, ainsi que diverses pommades et préparations destinées au traitement des brûlures.

Saïd Ben

INCENDIES AYANT TOUCHÉ PLUSIEURS WILAYAS

Le Président de la République prend plusieurs mesures urgentes

Le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, a présidé, hier, au siège de la Présidence de la République, une réunion consacrée à la prise des mesures nécessaires à la prise en charge des conséquences et des effets des récents incendies ayant touché plusieurs wilayas de l'est et du centre du pays. De hauts responsables militaires et civils ont assisté à cette réunion.

Le président de la République, a ordonné, lors de cette réunion l'adoption de mesures urgentes pour prendre en charge les conséquences des derniers incendies ayant touché plusieurs wilayas du centre et de l'est du pays. Parmi les principales mesures arrêtées figure « l'indemnisation des personnes ayant subi des dommages lors de ces incendies ». A ce propos, le président de la République a insisté sur « la nécessité d'accélérer la prise en charge des zones touchées, notamment à travers le rétablissement et le renforcement de l'alimentation en eau, en gaz et en électricité, ainsi que des réseaux de télécommunications ». La réunion a également accordé une atten-



tion particulière au volet judiciaire. Ainsi, des mesures importantes ont été décidées afin d'assurer le suivi des personnes impliquées dans le déclenchement de ces incendies et de permettre à la justice d'établir les responsabilités.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE OBSERVE UNE MINUTE DE SILENCE EN HOMMAGE AUX VICTIMES DES INCENDIES

Présidant cette réunion en sa qualité de président de la République, chef suprême des Forces armées et ministre de la Défense nationale, Abdelmadjid Tebboune a, par ailleurs, observé une minute de silence, en compagnie de hauts responsables civils et militaires de l'État, à la mémoire des victimes des incendies qui ont endeuillé plusieurs régions du pays.

TEBBOUNE AU CHEVET DES BLESSÉS LORS DES INCENDIES

Il est important de noter que, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, s'est déplacé samedi à l'Hôpital des grands brûlés Dr Saïd-Chibane de Zéralda (Alger), où il s'est enquis de l'état de santé des blessés évacués des wilayas touchées par les incendies, dont des femmes et des enfants souffrant de brûlures. Lors de cette visite, le président a écouté les explications du staff médical sur la nature et la gravité de leurs blessures et sur les conditions de leur prise en charge médicale. Accompagné du ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire, le général d'armée Saïd Chanegriha, et du ministre de la Santé, Mohamed Seddik Aït Messaoudene, le président de la

République a rassuré les blessés en affirmant que les équipes médicales ne ménagent aucun effort pour leur assurer une prise en charge optimale.

Plus encore, le président Tebboune a souligné que tous les cas, y compris les plus complexes, seront pris en charge à l'hôpital des grands brûlés de Zéralda. Inauguré en juillet 2023, cet établissement hospitalier, spécialisé dans les soins médicaux, chirurgicaux et en réanimation des grands brûlés, est doté d'équipements sophistiqués permettant d'assurer une prise en charge de pointe aux victimes de brûlures graves. Sur place, le président Tebboune n'a pas manqué de saluer le professionnalisme et la compétence des équipes médicales de cet établissement hospitalier qui sont mobilisées en cette période dramatique.

«NOUS SOMMES UN PAYS RÉSILIENT»

Le président Tebboune se dit «fier de la solidarités des citoyens. L'élan de solidarité qu'on est en train de voir nous laisse ressentir une fierté d'appartenir à l'Algérie et porter la nationalité algérienne, n'en déplaît à certains», affirmant, à ce titre que «ceux qui pensaient autre chose de ce peuple, n'ont rien compris et se trompent, et cela depuis longtemps. Leurs analyses sur l'Algérie sont fausses». Le chef de l'État assure dans ses déclarations que l'Algérie est «un pays très résilient», tout en espérant que «DIEU nous prémunira de ce genre de drames». Toutefois, il assure que «lorsqu'ils survivent on y fait face avec les moyens de l'État et l'armée est mobilisée dans toutes les difficultés».

Hamza B.

EN APPLICATION DES INSTRUCTIONS DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, ABDELMADJID TEBBOUNE

L'Algérie dépêche quatre avions chasseurs Su-30 au Niger pour soutenir Niamey

Ce dimanche matin, deux patrouilles de chasseurs de l'Armée nationale populaire ont atterri à l'aéroport de Niamey, au Niger. Les avions de combat étaient accompagnés d'un avion ravitailleur en vol. Cette mission a été ordonnée par instruction du général d'armée Saïd Chanegriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale et chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP). Elle prévoit l'envoi de deux patrouilles de chasseurs de type Soukhoï Su-30, soit 4 appareils au total, dans le cadre d'une mission de soutien à l'armée nigérienne face à une tentative de déstabilisation du Niger frère, selon un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). La décision intervient en application des instructions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, visant à renforcer les relations de coopération stratégique entre l'Algérie et la République du Niger dans différents domaines, notamment le domaine militaire. Elle fait suite aux événements regrettables survenus récemment dans la capitale nigérienne, Niamey, avec une tentative de déstabilisation du pays, et répond à la demande des autorités nigériennes. Cette opération vient réaffirmer l'engagement constant de l'Algérie et sa détermination à poursuivre ses

efforts pour la consolidation de la sécurité et de la stabilité dans la région. Elle témoigne également du soutien permanent de l'Algérie à l'État du Niger, gouvernement et peuple, pour surmonter cette période sensible. À noter que l'accueil à l'aéroport a été assuré par Mohamed Lamine Zeine, Premier ministre du Niger. Ce dernier a exprimé sa gratitude et ses remerciements au président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, ainsi qu'au peuple algérien pour ce soutien de qualité.

H. B.



INCENDIES DE RÉCOLTES À GUELMA

La CRMA indemnise 44 agriculteurs

Au total, 44 agriculteurs dont les récoltes ont été affectées, au cours de la campagne agricole 2025-2026, par les récents incendies ayant touché la wilaya de Guelma ont été indemnisés durant le mois d'août par la Caisse régionale de mutualité agricole (CRMA), a indiqué, hier, la directrice de cette caisse, Leïla Boubaker. La même responsable a indiqué que les agriculteurs ayant contracté une assurance auprès de la CRMA, pour la plupart des producteurs de céréales ayant déclaré des dommages à la suite des incendies de cultures survenus en juillet dernier, ont reçu, en guise d'indemnités, des chèques de différents montants, selon les rapports d'expertise réalisés. Mme Boubaker a également indiqué que le montant total des indemnités versées par la CRMA «a dépassé les 14 millions de dinars », ajoutant que la caisse «a traité les dossiers des agriculteurs affectés par les incendies en un temps record», après avoir chargé des experts, aussitôt après la déclaration des sinistres, de procéder à une évaluation des dommages subis.

H. B.

APPROVISIONNEMENT DES SINISTRÉS EN EAU POTABLE DANS DIFFÉRENTES WILAYAS

Bouzegza instruit de mobiliser tous les moyens

Le ministre de l'Hydraulique, Lounès Bouzegza, a instruit de mobiliser tous les moyens nécessaires pour assurer la continuité de l'approvisionnement des citoyens sinistrés par les feux de forêt en eau potable, tout en accélérant le recensement et la réhabilitation des infrastructures endommagées, indique un communiqué du ministère.

Dans ce cadre, M. Bouzegza a ordonné la mobilisation des citernes de l'Algérienne des Eaux (ADE) relevant de plusieurs wilayas, afin de renforcer les opérations d'approvisionnement et de répondre aux besoins recensés, précise la même source.

Le ministre a également ordonné le "recensement immédiat et précis" de l'ensemble des infrastructures hydrauliques ayant subi des dommages du fait des feux enregistrés dans plusieurs wilayas de l'Est du pays, ainsi que l'accélération de la programmation et de la réalisation des opérations de maintenance et de réhabilitation, en vue de leur remise en service dans les meilleurs délais, ajoute le communiqué.

M. Bouzegza a, en outre, souligné la nécessité de la mobilisation pleine et entière de l'ensemble des services et établissements du secteur et de la mise à disposition de tous les moyens disponibles, afin d'assurer la continuité du service public de l'eau, de prendre en charge rapidement les préoccupations exprimées et d'accompagner les citoyens dans cette douloureuse épreuve.

L'ADE MOBILISE SES MOYENS
Dans le même contexte, l'ADE a affirmé, dans un communiqué, avoir mobilisé l'en-



semble de ses moyens humains et matériels au niveau de ses unités de Jijel, Béjaïa, Skikda et Sétif, à travers une coordination sur le terrain entre les unités voisines, qui se sont rapidement mobilisées pour intervenir et contribuer aux efforts d'extinction des feux.

L'entreprise a précisé avoir mobilisé ses équipes techniques et ses moyens matériels, notamment des citernes et les équipements nécessaires, pour contribuer aux opérations d'extinction aux côtés des autorités locales et des services de la Protection civile sur le terrain.

Elle a également mobilisé la majorité de ses équipes de maintenance et d'intervention

pour réparer les dégâts ayant affecté certaines infrastructures et réseaux et œuvrer au rétablissement du service public de l'eau potable dans les zones sinistrées.

Les équipes de l'ADE poursuivent leurs interventions sur le terrain, en coordination avec les différents services concernés, afin d'assurer la continuité du service public et de réduire les effets de ces feux sur les citoyens et les infrastructures.

L'entreprise a, à ce titre, assuré que ses équipes demeurent mobilisées jusqu'au rétablissement de l'alimentation en eau potable dans les zones sinistrées dans les meilleurs délais.

LES INCENDIES DE FORÊT SUR PRÈS DE 12 KM À ANNABA

Lancement de l'opération de réhabilitation des réseaux électriques

Les services de Sonelgaz à Annaba ont entamé l'opération de réhabilitation et de remplacement des réseaux électriques endommagés suite aux incendies de forêt enregistrés dans plusieurs localités de la wilaya sur une distance linéaire de près de 12 km de réseau, a indiqué la cellule de communication de ces services.

La responsable de la communication à la direction de distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz) à Annaba, Widad Bouhouche, a précisé que l'opération concerne toutes les localités où des dégâts de différente ampleur ont été enregistrés sur les réseaux électriques suite aux incendies de forêt ayant touché dernièrement la wilaya. La même source a ajouté que les dégâts ont touché des localités des communes de Chetaïbi,

d'El Eulma, d'El Bouni et de Seraïdi où plusieurs réseaux électriques, notamment de moyenne et basse tensions ont subi des dommages.

Les services de la même direction ont ainsi recensé près de 3 km de réseaux de moyenne tension endommagés et tombés à terre à cause de ces incendies et les équipes techniques ont entamé l'enlèvement et le remplacement des installations dégradées et la réhabilitation des tronçons endommagés.

Le taux d'avancement des travaux a atteint environ 90 % sur les tronçons où les équipes sont intervenues, selon la même source qui a souligné que l'opération se poursuit jusqu'au remplacement des réseaux endommagés et la reprise de l'alimentation électrique progressive des citoyens des localités concernées.

Sur le terrain, les travaux se poursuivent sur les sites endommagés en coordination avec les autres services concernés pour parachever la réhabilitation des réseaux et assurer la reprise progressive du service d'électricité avec une priorité pour les régions et les installations à caractère vital, a-t-on indiqué.

L'opération de rétablissement de l'approvisionnement en électricité est effectuée conformément à l'échelle des priorités avec en tête les installations vitales à l'instar des stations de pompage d'eau pour assurer la continuité de l'approvisionnement des populations en eau potable et permettre aux services de la Protection civile d'accomplir leurs missions d'intervention pour éteindre les incendies, a conclu Mme Bouhouche.

AIDES AUX SINISTRÉS DES FEUX DE FORÊTS

Grand élan de solidarité de Bordj Bou Arréridj

Un grand élan de solidarité de Bordj Bou Arréridj s'est lancé au profit des zones sinistrées. Des dizaines de camions sont dépêchés vers Jijel et Béjaïa.

À leur bord, de l'eau minérale, des denrées alimentaires, des médicaments et des couvertures destinés aux habitants de ces wilayas. Dont beaucoup ont perdu leurs biens ou leurs proches. Ils ont été hébergés dans des centres d'accueil. Mais ils manquent de tout, d'autant plus que le combat contre le feu n'est pas

encore terminé. Les habitants de la wilaya de Bordj Bou Arréridj ont vite réagi.

La mobilisation a concerné toutes les communes et toutes les catégories. Même les enfants ont été de la partie. Ils déposaient ce qu'ils pouvaient pour aider les populations des wilayas de Jijel et de Béjaïa.

Alors que les caravanes de vendredi sont déjà sur place, celles de samedi prenaient le chemin de ces deux wilayas. Il faut faire remarquer que les transporteurs de la région ont

rempli parfaitement leur rôle en acheminant les dons collectés.

Les volontaires qui ont accompagné les aides ont été aux côtés des victimes des incendies et leurs familles. Ils savent qu'une goutte d'eau ou un médicament pouvait soulager les sinistrés.

Avec leurs gestes, ils ont donné une belle image de l'Algérie, celle qui gagne et qui fait face aux épreuves grâce à la solidarité de son peuple.

COMMERCE À MOSTAGANEM Les consommateurs face à la flambée des prix

La flambée de la mercerie, l'indice des prix des produits de large consommation, fruits, légumes et viandes) est malheureusement de retour cet été à Mostaganem.

L'affluence massive de centaines de milliers d'estivants et la forte chaleur saisonnière provoquent d'importantes fluctuations et des hausses de prix marquées sur les marchés locaux.

L'instabilité des prix caractérise ces derniers jours les marchés des fruits et légumes ainsi que des viandes.

Les prix affichés sur la plupart des produits connaissent une forte fluctuation, souvent à la hausse en raison de la forte demande induite par la présence de nombreux vacanciers.

Les fortes chaleurs de ces derniers jours, et enfin le stress hydrique ont influé négativement sur les niveaux de production de certains produits frais demandés.

Aussi, les ménages sont confrontés à une envolée des prix de pratiquement tous les produits agricoles et viandes blanches. Le prix de la volaille a enregistré une hausse sensible.

Le prix du poulet a atteint les 550 DA le kg, alors qu'il était à 350 DA/kg, il y a de cela un mois, soit 200 DA de plus pour un kilogramme.

Que ce soit au niveau des marchés de détail de fruits et légumes ou dans un marché de gros, les prix des fruits et légumes à Mostaganem connaissent une hausse remarquable.

Une tournée effectuée au marché couvert, qui se trouve au niveau de Mostaganem-ville, on remarque cette nouvelle envolée des prix des fruits et légumes, qui intervient en pleine saison estivale.

C'est ce qui est aussi constaté au niveau de certains marchés de la wilaya, notamment de Hassi Mamèche, Sidi Ali, Sidi Lakhdar, Ben Abdelmalek Ramdane et Stida, pour ne citer que ceux-là. Grossistes et détaillants s'accusent mutuellement.

Ils se rejettent la balle quant aux raisons d'une folle mercerie.

Sur place, on remarque que les étals du marché couvert sont bien achalandés.

L'oignon est à 80 DA le kg, le citron entre 400 DA, la pomme de terre entre 100 et 120 DA.

La laitue à 120 DA/kg, la courgette et la tomate de moyenne qualité sont cédées à une moyenne de 60 DA le kg, tandis que l'ail est à 700 DA et les haricots verts à 250 DA le kg. Il en est de même pour les fruits puisque le raisin a atteint 350 DA, la nectarine à 500 DA, le melon à 100 DA.

RÉVÉLATIONS FRACASSANTES DE RESPONSABLES ESPAGNOLS :

Des Marocains derrière les violences sexuelles à Ceuta

« Ce que la procureure en chef de Ceuta nous a commenté, c'est qu'il y a eu, véritablement, une augmentation de certaines catégories criminelles, et dans le dernier rapport que nous avons reçu, 16 agressions sexuelles avaient été enregistrées avec 17 victimes, dont 16 femmes, la majorité mineures », a déclaré vendredi dernier la procureure générale de l'État, Teresa Peramato.



Alors que la situation sécuritaire à Ceuta demeure au centre de l'actualité politique en Espagne, le quotidien espagnol Demócrata a apporté des éclairages précis sur les données judiciaires et administratives concernant les violences sexuelles et les infractions commises par les Marocains dans l'enclave espagnole lors de la récente crise migratoire.

Les révélations publiées par le quotidien espagnol Demócrata apportent un éclairage d'une gravité inédite. Auditionné ce vendredi 28 août devant la Commission de l'Intérieur du Congrès des Députés pour rendre compte de l'action gouvernementale après les événements de l'été, le ministre de l'Intérieur, Fernando Grande-Marlaska, a livré un bilan chiffré des infractions commises dans la ville autonome et détaillé la stratégie d'éloignement mise en œuvre par les autorités espagnoles face aux dérives constatées sur le ter-

rain.

Au cœur des déclarations officielles se trouve la question alarmante des atteintes aux personnes, particulièrement des agressions sexuelles et des abus subis par des populations fragiles.

S'exprimant devant les parlementaires, le ministre de l'Intérieur a tenu à apporter une précision sur la qualification pénales des actes enregistrés par les services de sécurité, affirmant : « Nous travaillons déjà et avons une préoccupation très claire pour les personnes les plus vulnérables et ce qui a été mentionné concernant les agressions sexuelles, nous avons 7 agressions sexuelles constitutives de viol à ce jour et 10 autres types d'agression sexuelle non constitutive de ce que nous connaissons comme viol, et c'est une préoccupation : la protection de tous ces groupes vulnérables ».

Interrogé sur le profil des victimes touchées par ces violences, Marlaska a insisté sur le fait qu'il s'agit de femmes « principalement vulnérables », refusant de procéder à d'autres identifications nominatives ou catégorielles devant la représentation nationale.

Cette réalité judiciaire sur les abus commis par les Marocains dans l'enclave a également été étayée par la procureure générale de l'État, Teresa Peramato, lors d'une intervention publique tenue à Ceuta et relayée toujours par Demócrata. La responsable du Ministère public a confirmé une nette recrudescence des affaires criminelles instruites par les juridictions locales, soulignant : « Ce que la procureure en chef de Ceuta nous a commenté, c'est qu'il y a eu, véritablement, une augmentation de certaines catégories criminelles, et dans le dernier rapport que

nous avons reçu, 16 agressions sexuelles avaient été enregistrées avec 17 victimes, dont 16 femmes, la majorité mineures ». Pour répondre à cette dégradation sécuritaire, le gouvernement espagnol privilégie une ligne de fermeté juridique à l'encontre des auteurs d'infractions. Le ministre de l'Intérieur a indiqué : « Toute commission d'un délit implique une demande à l'autorité judiciaire » afin de solliciter l'expulsion immédiate du territoire national des personnes impliquées.

Selon les explications fournies par la direction de l'Intérieur, ces renvois sont exécutés soit par la substitution de la peine pénale par une obligation de quitter le territoire à l'issue de jugements rapides, soit par l'ouverture d'un dossier administratif régi par la Loi sur l'Étranger nécessitant un feu vert judiciaire.

Marlaska a confirmé que plus de 100 expulsions liées à la commission de délits ont déjà été exécutées dans l'enclave.

Sur le plan démographique et logistique, le ministre a évalué à 5.000 le nombre de migrants marocains demeurant actuellement à Ceuta, dont 1.500 mineurs, tout en révélant que les forces maritimes marocaines ont neutralisé plus de 2.700 tentatives de départs irréguliers par mer vers l'Espagne depuis le début de l'année.

Cette audition au Congrès vient rappeler l'onde de choc provoquée par l'entrée massive et soudaine de milliers de personnes survenue le 30 juillet dernier à Ceuta, un épisode d'une intensité exceptionnelle qui continue d'ébranler l'équilibre institutionnel de la ville autonome et de peser sur le débat politique à Madrid.

REGARDER LE SUD AUTREMENT :

590 produits exportables à travers le prisme tunisien

Pendant que les entreprises tunisiennes scrutent l'Europe avec la constance d'une aiguille aimantée, un gisement de 2,28 milliards de dollars dort à quelques centaines de kilomètres au sud, largement ignoré.

Ce chiffre n'est pas une estimation approximative glanée dans un rapport institutionnel. Il provient d'une étude de recherche récente publiée en 2025 dans le cadre du projet Qawafel financé par l'Agence française de développement et mis en œuvre par Expertise France, avec l'appui de la Chaire de l'OMC à Tunis.

Elle mobilise un outil d'aide à la décision, le modèle TRADE DSM, conçu en Afrique du Sud et déjà éprouvé dans plusieurs économies africaines, pour cartographier avec une précision inhabituelle ce que la Tunisie pourrait vendre, où, et à qui.

UNE DÉPENDANCE HÉRITÉE, UN RÉFLEXE À CORRIGER

L'histoire commerciale récente de la Tunisie s'est écrite en grande partie face à la Méditerranée.

L'accord d'association signé avec l'Union européenne en 1995, conçu pour aboutir à une zone de libre-échange euro-méditerranéenne, a durablement orienté les flux d'exportation vers le nord : machines, textiles, produits électroniques ont trouvé en Europe leur débouché naturel. Le continent africain, lui, n'a jamais occupé qu'une place résiduelle, ne recevant qu'environ 10% des exportations totales du pays, l'Algérie et la Libye concentrant l'essentiel de ce commerce de proximité.

Ce déséquilibre n'est plus tenable.

Depuis 2010, l'instabilité politique régionale et les chocs successifs ont creusé le déficit commercial tunisien et fragilisé une économie trop dépendante d'un seul débouché.

Face à cette vulnérabilité structurelle, Tunis a commencé à réorienter sa boussole stratégique : statut d'observateur auprès de la CEDEAO obtenu en 2017, ratification de l'accord COMESA en 2019, adhésion à la Zone de libre-échange continentale africaine en 2020. Le cadre institutionnel existe. Ce qui manquait, c'était une cartographie fine des opportunités réelles.

YAHYA NGAM, ANCIEN AMBASSADEUR MAURITANIEN :

“L'élection de M. Ismaïl Ould Cheikh Ahmed, SG de l'OCI, est le fruit de la vision du Président”

L'élection à l'unanimité du diplomate mauritanien et ancien ministre des Affaires M. Ismaïl Ould Cheikh Ahmed, au poste de Secrétaire général de l'Organisation de la Coopération islamique (OCI) suscite une vive fierté nationale.

S'exprimant sur cet événement diplomatique majeur, l'ancien ambassadeur, M. Yahya Ngam, a tenu à rappeler le rôle déterminant de la vision présidentielle dans ce succès électoral et diplomatique.

Selon M. Ngam, cette victoire sur la scène internationale, témoigne directement du dynamisme de l'action diplomatique menée par le Président de la République, M. Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani. « Ces dernières années, notre diplomatie a connu des développements extrêmement significatifs compte tenu de l'action personnelle du Président de la République », a-t-

il souligné, rappelant la présidence mauritanienne de l'Union africaine, exercée avec un « succès éclatant » qui a renforcé la voix du pays dans le concert des nations.

L'ancien ambassadeur précise que ce résultat est « d'abord et avant tout le résultat de la diplomatie active du Président de la République, diplomatie qui a su mettre en relief la position stratégique de la Mauritanie sur le plan géographique et bien entendu aussi développer les idéaux de paix et de coopération. » Il a également tenu à saluer l'action du ministère des Affaires étrangères, qui a su traduire sur le terrain les instructions présidentielles pour concrétiser cette élection face à une compétition exigeante.

Outre le soutien politique au sommet de l'État, la candidature de M. Ismaïl Ould Cheikh Ahmed s'est appuyée sur des compétences et un parcours de haut niveau. M. Ngam a rappelé

le passage d'Ould Cheikh Ahmed à la tête du ministère des Affaires étrangères ainsi que ses hautes fonctions internationales, notamment comme Envoyé spécial des Nations Unies au Yémen et pour la lutte contre l'Ebola. La portée de cette élection à l'unanimité, s'inscrit aussi dans la dimension de l'institution concernée.

M. Ngam est revenu sur l'histoire de l'OCI, créée le 25 septembre 1969 à Rabat sous le nom d'Organisation de la Conférence islamique, à la suite de l'attaque contre la mosquée Al-Aqsa. Comptant à l'origine 30 membres, elle rassemble aujourd'hui 57 États, constituant « la seconde organisation internationale en termes de membres après l'Organisation des Nations Unies. »

Pour l'ancien ambassadeur, ce succès vient confirmer une dynamique globale pour la diplomatie mauritanienne, illustrée précédemment par l'élection de M.

Sidi Ould Tah à la Banque Africaine de Développement (BAD). Saluant ces accomplissements rendus possibles « par la grâce d'Allah » et la diplomatie active insufflée par la vision du Président de la République, M. Ngam s'est dit confiant pour les échéances à venir, notamment concernant la candidature mauritanienne au sein de la Francophonie, actuellement en très bonne position.

PARLEMENT LIBYEN :

Reprise des travaux de la chambre des représentants

La chambre des représentants (Parlement) a repris dimanche sa session officielle sous la présidence du premier vice-président de la Chambre, le député Fauzi al-Nweiri, après que cette session s'était suspendu pour plus de consultation.

Le porte-parole du Parlement, M. Abdu-Allah Blehag, a déclaré que les députés avaient voté à la majorité pour élire le deuxième vice-président de la Chambre. Tandis que le porte-parole avait annoncé que le deuxième vice-président du parlement, le député Abdu-al-Hadi al-Sagheir, a remis sa démission au président de la Chambre M. Aguila Saleh, et que la démission a été votée par la majorité des députés.

LE SAFRAN " ZA'AFRAN " :

L'or rouge, la plante mythique en quête de valorisation en Algérie

Mohamed KHLATI (*).

Le Safran " Za'afraan ", la plante mystérieuse à production onéreuse et à forte plus-value commerciale peut constituer un atout indéniable dans l'économie agricole et contribuer pleinement à la promotion économique et sociale dans les zones rurales. La plante légendaire qui existe depuis des millénaires à vertus spectaculaires pourrait faire l'objet de développement et d'extension en Algérie, dans le cadre de l'agriculture familiale notamment.

" De l'histoire du Safran :
Le safran a accompagné l'histoire des Hommes. Il fut pendant de nombreux siècles l'épice la plus prisée à travers le monde conte tenu de ses nombreuses vertus. Il est originaire du Moyen-Orient, dit-on, dans les annales d'histoire. Mais cependant, il a été cultivé pour la première fois dans les provinces grecques, il y a plus de 3500 ans. Cette plante mystérieuse serait originaire d'après certaines d'autres sources historiques, de la crête ou du Cachemire. Elle a été introduite en Gaule par les Phéniciens et Ben Kanaan, plus



tard par les croisés au retour de la Palestine. Les médecins des Pharaons la préconisèrent déjà pour tous les maux d'estomac. Son histoire est assez lointaine dans le temps, puisque le Safran était déjà utilisé dans la Grèce antique comme une teinture de palais. Le mot safran, dans la sémantique, tire son origine du latin safranum, aussi ancêtre du portugais açafrao, de l'italien zafferano et de l'espagnol azafran. Le Safranum vient aussi du mot arabe asfar " jaune ", via la paronymie avec le mot zaafaran : le nom de l'épice. Selon d'autres sources, s'appuyant sur la présence de cultures de safran sur le plateau iranien, safranum viendrait alors du persan Zarparan, zar signifie "or" et par " plume ", ou " stigmaté ". L'appellation safran vient également de l'arabo-persan "za'faran". Les Arabes semblent longtemps dominer le commerce des épices. Les sources arabo islamiques sont diverses et très anciennes, à ce sujet de telle sorte qu'Ibn Al-Awwam (fin du 12ème , consacra un long chapitre à la culture du safran en Andalousie, dans son livre Kitab El Filaha (1). Alors que ses utilisations et ses bienfaits sur la santé furent décrits par Ibn-Al-Bitar (1240-1248) qui, à son époque, reconnaît déjà l'existence de nombreuses variétés de Safran. Le premier type est celui de Froqos, puis Olimes et Bloqiya et ce, en relation aux lieux de la culture. L'on pense par ailleurs que l'Algérie (le Magreb central) a dû connaître cette culture au moyen âge, compte tenu de sa proximité de l'Andalousie comme le cas de la région de Tlemcen et probablement à

Bejaïa. Cependant, Abou Obeyda Al Bikri, le (1040-1094), dans sa Rihla (Voyage) souligna avoir déjà vu la culture du Safran, appelé l'or rouge, à Tébessa. Cependant, et plus tard, lors de l'époque coloniale, des expérimentations à échelle réduite ont été entreprises au Jardin d'Essai d'El Hamma depuis 1920, pour le préconiser comme culture à caractère familial, mais compte tenu du contexte de l'heure, elles n'ont pas abouti. Après l'indépendance la généralisation des autres produits comme adulterant a poussé les algériens à créer des qualificatifs pour distinction le véritable safran du faux. Le vrai est nommé Za'fran Ch'ra et Za'fran El-Hor. Le carthame est souvent proposé comme un faux Safran.

" De la botanique et de l'agrotechnie du Safran
Le safran, sur le plan botanique relève de l'espèce Crocus sativus L., de la famille des Iridacées. C'est une plante bulbeuse à floraison automnale. Le bulbe est arrondi en haut et applati vers le bas. Il est protégé par une pellicule de fibres de diamètre variable entre 2 à 5 cm. La fleur comporte 6 pétales violets, trois étamines jaune d'or et un pistil rouge. C'est ce fameux pistil composé de trois stigmates (filaments) qui, une fois séché, donne l'épice du Safran.

De point de vue exigences climatiques, le safran, est une culture herbacée d'altitude qui végète dans des conditions variant entre 650 et 1200 mètres. C'est une plante rustique compte tenu de sa morphologie et sa physiologie. Elle supporte des conditions climatiques très

sévères et peut résister à des températures de -15 degrés à plus 40 degrés celcius, pourvu qu'elles ne coïncident pas avec les stades phénologiques sensibles de la plante. Quant aux exigences édaphiques, c'est-à-dire celles du sol, les études affirment l'adaptation de la culture à tout type de sols pourvu qu'ils soient profonds et bien drainants. Ceux à texture élevée en argile ou ceux à texture très légère ne conviennent pas à la culture du Safran. La culture peut, néanmoins, tolérer des sols à tenure relativement élevées en calcaire (parfois supérieurs à 20%). Le safran est indifférent au Ph du sol. Il se comporte aussi bien dans des sols acides que dans des sols basiques. Les besoins en eau de la plante, bien qu'ils soient relativement moyens (600 à 700 mm/an), les apports en eau doivent être bien repartis le long du cycle végétatif de la plante. En plantation, le cycle végétatif du Safran comprend deux étapes. La première est qualifiée d'active sur le plan métabolique qui s'étale du mois d'Août à Avril. Elle correspond à l'enracinement, la poussée, la foliation et la floraison. La seconde est celle du repos végétatif, correspondant à la latence et à la maturité (de Mai à Juillet). Vers le début du mois d'août, sont pratiqués, en agrotechnie, les travaux de désherbage de la parcelle, avant de déterrer et de séparer les bulbes. Ainsi, les petits bulbes iront à la pépinière et les gros pour la plantation. Les techniques culturales selon les professionnels consistent en un travail du sol permettant la préparation du lit de semence avec un épandage de fumier ovien surtout,

soit une tonne pour 100 m2 et ce, deux mois avant la plantation. Il s'agit alors d'effectuer un défonçage à la charrue de profondeur 30cm avec épandage d'engrais de fond phosphaté et de la bouillie bordelaise (500g/100 m2), suivi d'un hersage croisé pour ameublir le sol et procéder enfin, au façonnage des planches. La date de semis se situe généralement en fin Aout- début septembre, en Algérie. Pour la conduite annuelle, on utilise de 50 à 70 bulbes par m2 (500.000 à 70.000/ ha), pour avoir une production conséquente de fleurs et de bulbes, pour la seconde génération. Dans le fond de la tranchée (sillon), les bulbes sont distants de 15 cm sur le rang et 25 cm entre lignes. En pratique, il est nécessaire de laisser des allées pour faciliter le passage, l'entretien et la cueillette, tous les 4 rangs, font remarquer les professionnels, au passage. La récolte du safran se fait généralement au mois de novembre. On commence par la cueillette des fleurs et ensuite récupérer les pistils rouge, une pratique connue sous le nom de " émondage ". Après l'extraction des pistils vient l'étape la plus délicate, c'est celle du séchage.

" Des vertus du safran.
Les vertus du safran sont plurielles. Dans la gastronomie, c'est dans les " plats de poisson " qu'on l'utilise assez fréquemment. On le trouve dans les pael-las, la bouillabaisse, dans les tajines et dans le risotto à l'italienne...On l'apprécie aussi dans les préparations sucrées tels que les desserts safranés ou les crèmes brûlées au safran.

Suite en page 9

Suite de la page 8

Il peut également être sous forme de sirop en cocktails ou dans nappages de pâtisseries (babas au rhum). Il est utilisé aussi dans les applications médicales.

Hippocrate le préconisait dans les dyspepsies et les douleurs dentaires. Pour les orientaux contemporains, il apporte la sagesse et la gaieté et a été pour longtemps utilisé pour soigner les cas d'hystérie en association avec d'autres remèdes, dit-on.

Enfin, c'est un bon régulateur de la circulation sanguine et soulagerait les douleurs menstruelles et serait un aphrodisiaque pour les femmes. A l'heure actuelle, le *Crocus sativus* est prescrit en homéopathie dans tous les troubles circulatoires chez la femme. Le safran est caractérisé par un goût amer et un parfum proche de l'iodoforme ou du foin, causés par la picrocrocine et le safranal. Il contient également un caroténoïde, la crocine, qui donne une couleur jaunâtre-or aux plats contenant du safran. Il est alors un puissant colorant qui a été longtemps employé dans des confiseries et des gâteaux. Une part de safran suffit à colorer 100.000 parts d'eau. Au moyen âge, les moines utilisaient une colle à base de blancs d'œufs dorée au safran pour enluminer les manuscrits. Dans l'Antiquité, les Grecs et les Chinois en ont fait un colorant royal. Aujourd'hui, L'Iran, le Pakistan et l'Inde sont les plus grands producteurs du Safran dans le monde. En Méditerranée, trois pays détiennent le record du meilleur rendement soit l'Espagne, l'Italie et la Grèce.

" Les expériences réussies de la culture du Safran, en Algérie

Tout d'abord, convient-il de dire que ce n'est que cette dernière décennie qu'on s'est lancé crescendo dans la culture du safranier et qui commence à prendre extension, progressive et à petits pas, auprès nombre d'agriculteurs. Les premières expériences réussies ont été entamées à Constantine en 2010 par la famille (Aknouche) précisément dans la commune de Benbadis (zone d'El Haria), à 40



km du chef-lieu de la wilaya, avec la culture de petites parcelles. Aujourd'hui, on s'attèle à promouvoir inexorablement la culture du safran, en espérant qu'elle connaisse un regain d'intérêt, en Algérie.

Par ailleurs et sur le plan institutionnel, l'Institut national de la recherche forestière INRF), a déjà entrepris des essais sur la culture à Khenchela, sur la base d'un projet de recherche/développement entrepris de 2010 à 2012, avec le CRDI (Centre de recherches pour le développement international), intitulé : " Expérimentation participative et adaptative de modèles de gestion des ressources forestières dans la chaîne montagneuse de l'Atlas du Maghreb ", lequel projet avait pour but de diversifier les activités en zones rurales. L'une de ces activités portait sur l'intérêt de l'introduction de la culture du safran comme alternative à plus value économique.

L'essai a été mené à Lmsara, à Bouhamama (Khenchela), chez M. Rouibi Abdellah, en l'occurrence qui avec l'appui de l'INRF a obtenu de résultats spectaculaires quant à la production du Safran. Depuis, M. Rouibi s'est lancé dans la culture avec toutefois de petites quantités de bulbes semées pour arriver en 2017, à planter quelques 25 quintaux d'où découle une progression de la surface cultivée. D'autres agriculteurs de la région ont également procédé à la culture telle les frères Lahmari, à Chelia ou ceux de la bande de Lahzamet située entre Batna et Biskra.

Alors que les safranières ont été étendues à Tissemsilt, là où M. Chouikh Lakhdar, Président de l'Association de développement de l'agriculture de montagne (ADAM), avec la collaboration d'un horticulteur de la zone a lancé, il y'a quelques années déjà des essais sur la culture, à Hamadia, à l'Est de la

wilaya. Adaptée au climat semi-aride de la région, avec une terre calcaire et sablonneuse, la culture est prometteuse dans cette zone qui convient à la culture, dit-on.

Ainsi, la culture, introduite ou réintroduite, selon l'histoire, prend de l'intérêt, à travers de nombreux endroits y compris Tlemcen, Tizi-ouzou, Sétif ou Ghardaia ou d'autres zones encore. Cependant, même si on n'a pas une idée globale sur les superficies cultivées en safran et de sa production, en Algérie et qui pourraient être évaluées à quelques dizaines d'hectares, il n'en demeure pas moins que sur le plan économique, sa culture est très rentable sur le plan économique et social d'autant qu'il existe des opportunités de son exportation.

A ce sujet, il est affirmé qu'un kilogramme de safran coûte entre 30.000 et 40.000 euros. Ce qui fait de lui incontestablement le produit le plus

cher au monde. En Algérie, le kilogramme coûte en moyenne, selon la variété 4,5 millions de DA et pouvant atteindre 6 millions de dinars (le gramme est à vendu à 4.500 DA), nous dit-on.

La culture du safran peut alors rapporter gros aux exploitants. Elle pourrait être pourvoyeuse de revenus et de richesses dans le monde rural notamment dans le cadre de l'agriculture familiale, à travers l'usage des petites parcelles incultes. Sa rentabilité est excellente, tant au niveau économique que social. Des pays ont bâti leur économie rurale sur des plantes du terroir et le safran appelé "or rouge", n'est pas du reste. La production du safran a fort potentiel commercial peut constituer un atout à l'économie rurale en particulier et l'économie nationale, en général. Y penser, c'est déjà agir.

Mohamed KHIATI (*)
Expert Agronome
postuniversitaire
Khiame61@yahoo.fr

Bibliographie :

1. Ibn al-'Awwam (fin du XIIème). Culture de bulbes du Safran (*Crocus sativus* L.) dans les terrains arrosés et dans ceux qui ne le sont point, Art.4. Livre de l'Agriculture (Kitab Al-Filaha). Traduction de J.-J. Clément-Mullet 2000. Ed. Actes Sud /Sindbad, 2000. 604-606.

2. Ibn al Baytar. Al Kitab al-Jamia li-mufradat al-adwiya wa-l-aghdhya. Instiute for the hitory of Arabic-Islamic Sciïences at the Jouhann Wolfgang Goethe University. 1996.

3. Khemici M., Gadiri N., Hamani M., Rouibi A. 2014. Introduction de la culture du safran (*Crocus sativus* L.) dans la région des Aurès - Premiers résultats et perspectives. La Forêt Algérienne, n° 9.



EL MOUDJAHID

AMAR NAÏT MESSAOUD EXPERT FORESTIER :

« Il est impératif de réinventer la gestion de nos forêts »

El Moudjahid : Le Schéma national d'aménagement du territoire (SNAT) doit être davantage décliné au niveau local. Comment renforcer son rôle dans les décisions d'aménagement et d'investissement ?

Amar Naït Messaoud : Le rééquilibrage territorial est une nécessité impérieuse évoquée par le président de la République à plusieurs reprises et inscrit dans le vieux principe de l'Algérie des années 1970 sous l'intitulé d'«équilibre régional».

Le processus volontariste d'industrialisation, initié à cette époque-là, l'abandon du travail de la terre et l'exode rural ont mis à mal ce principe. Les choses se sont aggravées au cours de la décennie noire. Les déséquilibres territoriaux, en termes d'activités économiques et commerciales, d'infrastructures et d'équipements publics ainsi que de mobilité humaine et de distribution démographique se sont amplifiés.

Le SNAT est conçu pour réduire ces déséquilibres et promouvoir un aménagement du territoire soucieux de la gestion rationnelle des ressources (foncière, biologique, hydrique, minérale), n'est pas encore doté de prolongement opérationnel au niveau des directions techniques de wilaya et des collectivités locales, autrement dit, il n'y a pas de réglementation contraignante, par exemple, en matière de gestion des risques tels que les inondations, les séismes, les incendies, etc.

Les programmes et projets confiés à ces directions ou aux collectivités locales doivent bénéficier, sur le plan du choix de terrain, des contraintes liées à d'éventuelles délocalisation, d'ouvrages supplémentaires ou



spéciaux inclus dans la gestion des risques, d'études relatives à tous ces aléas, de budgets spécifiques.

Comment éviter que le rééquilibrage territorial ne déplace la pression humaine vers des écosystèmes tout aussi fragiles, notamment les Hauts-Plateaux, les steppes et les oasis ?

L'Algérie est un pays-continent. Il est vrai que les Hauts-Plateaux et le couloir de la steppe présentent leurs propres difficultés liées au mode de vie pastoral et au risque de désertification.

Mais, le rééquilibrage territorial se fait à l'échelle de tout le pays. D'ailleurs, nous commençons à voir un début de mouvement vers ce sens, même s'il reste encore modeste.

Ghar Djebilet, la ligne de chemin de fer Tindouf-Béchar-Oran, celle prévue d'Alger à Tamanrasset, le grand transfert d'eau (sur un linéaire de 750 km) entre In Salah et Tamanrasset, les grands projets agricoles, dont certains en partenariat avec des firmes étrangères à Adrar,

Menia... sont les premiers points d'appuis sur lesquels sont censés se greffer d'autres projets.

Il faut promouvoir davantage l'attractivité commerciale, industrielle, agricole, de services des territoires sahariens et stepmiques, par tous les dispositifs possibles (dégrèvements fiscaux, de soutien public à certaines prestations et à l'énergie, facilitation des communications et d'installation des nouvelles technologies, investissements publics renforcés sur le plan des infrastructures de desserte).

La redistribution démographique suivra progressivement cette nouvelle dynamique et la pression sur les écosystèmes naturels sera grandement atténuée.

Sur les cinq à dix prochaines années, quelles mesures prioritaires permettraient de mieux protéger les espaces forestiers contre les incendies ?

Le rééquilibrage territorial et la mise en application des recommandations du SNAT se révèlent comme une urgence absolue.

Le mouvement doit prendre son

élan dans l'immédiat.

Le gouvernement devrait associer le CNESE à une réflexion profonde sur la mise en route du processus.

S'agissant des mesures et des actions qu'il y a lieu de lancer afin de réduire la fréquence des incendies et l'ampleur des dégâts occasionnés aux écosystèmes et à la collectivité nationale, deux grands axes se dessinent.

D'abord, l'aménagement des forêts publiques. Les forêts domaniales sont censées bénéficier de plans de gestion qui planifient les interventions à y mener dans le temps et dans l'espace.

Pour créer de la cohérence et de la synergie dans les actions d'aménagement, il faut rétablir le principe des plans d'aménagement qui sont à même d'asseoir une politique de prévention portée par une gestion rationnelle des peuplements forestiers.

Les actions complémentaires de prévention relevant des autres secteurs —telles qu'elles sont adoptées chaque année par les exécutifs de wilaya— devraient

être renforcées et jouir d'une meilleure discipline d'application. Le second axe est celui qui concerne les espaces forestiers et para-forestiers qui ne relèvent pas du domaine public.

Il faut savoir que plus de 90% des espaces brûlés dans les grands incendies de 2021 sur les montagnes de Tizi Ouzou appartiennent à des particuliers.

Ce sont des maquis, des garigues, des mélanges de verges et d'espèces forestières, dont la propriété est souvent dans l'indivision, sans documents fonciers. Ces espaces ont besoin d'être valorisés économiquement pour qu'ils passent du statut de combustible qui menace la vie des habitants au statut de bien exploitable, porteur de valeur ajoutée.

L'Algérie avait commencé une belle expérience avec ce qu'on appelle, au début des années 2000, les Projets de proximité de développement rural intégré (PPDRI).

Il importe aujourd'hui de s'inspirer de cette politique pour valoriser des espaces aujourd'hui peu valorisés et exposés au risque d'incendie.

Soutien à l'agriculture de montagne, exploitation de tout le capital d'oléastre (olivier sauvage mélangé au maquis) pour en faire de belles oliveraies de montagne, soutien à l'exploitation de plantes médicinales et aromatiques vivants dans ces maquis et garrigues, investissement dans la petite hydraulique (captage et aménagement de sources, construction de bassins de stockage d'eau, désenclavement par des voies de desserte, incitation à l'activité apicole, promotion de l'écotourisme en prenant le soin de revoir certains textes rigides de la législation,...etc.

La stratégie de développement rural est le levier majeur qui pourra sauver ces espaces forestiers de la dégradation et des incendies en en faisant des sources richesses et de revenus.

L'EXPRESSION

DES MÉDIAS FRANÇAIS DÉFENDRONT UN CRIMINEL ALGÉRIEN

La meute est lâchée

Que cache le déploiement de l'artillerie médiatique lourde contre la justice espagnole pour l'amener à céder sur le dossier Aissiou?

L'affaire d'Ayoub Aissiou pourrait rebondir sous peu, selon une révélation de l'APS. Ce ne sera pas par le biais d'une action judiciaire, mais par une fenêtre médiatique française.

«La machine de propagande française se prépare à mener une nouvelle campagne subversive contre l'Algérie, en mobilisant ses ressources sur le cas d'Ayoub Aissiou». Rappelant que cet individu est «un fugitif condamné par la justice algérienne pour vol, dilapidation de l'argent public, blanchiment, financements d'acteurs subversifs et spoliation de biens de citoyens», l'APS révèle que «les chaînes françaises TF1 et France Télévisions s'approprient à lancer une offensive médiatique pour défendre ce hors-la-loi détenu par la justice espagnole». Il faut savoir que cette opération médiatique strictement française fait suite à

diverses tentatives d'«amis» d'Aissiou d'obtenir sa libération provisoire par la justice espagnole.

Notons que celle-ci a simplement exécuté un mandat d'arrêt international émis par la justice algérienne contre lui, comme le prévoit le droit. Il se trouve que le dossier d'accusation présenté par l'Algérie est solide et justifie amplement une détention préventive. Les «amis influents» de l'homme d'affaires ont échoué dans leurs tentatives.

L'étape d'après consiste à manipuler l'opinion publique à travers une «nouvelle opération de subversion» médiatique, dont l'objectif n'est autre que d'«influencer la justice espagnole».

En fermant les yeux sur l'implication d'une chaîne de télévision publique (France Télévisions) dans cette opération d'influence, «la France confirme sa réputation de défenseur et de protecteur de tout acteur qui agit contre l'Algérie», retient l'APS.

Et cette protection vaut aussi pour «ceux impliqués dans des affaires de corruption,

de détournement d'argent du Trésor public et cela en violation totale du droit international».

L'agence algérienne de presse estime qu'en ouvrant ses médias à ces truands et criminels, la France réactive ainsi son mode opératoire éculé pour s'attaquer à l'Algérie.

Et ces truands qui exercent des fonctions de propagandistes au service du Makhzen et de l'entité sioniste sont autant de «proxys» de la France.

En tout état de cause, la révélation de l'agence algérienne de presse renvoie à l'importance de l'individu Ayoub Aissiou dans la nébuleuse anti-algérienne planquée à Paris.

Ses activités vont, en effet, au-delà du crime économique et financier. Il a été démontré une relation suivie avec un agent des renseignements marocains qu'il fréquentait en France entre 2014 et 2019. Ses amitiés suspectes s'élargissent à des cercles franchement hostiles à l'Algérie, à l'image de l'entité sioniste qu'il a visitée par deux

fois en 2023, une année après une rencontre avec Mohamed Sifaoui qui assume et revendique même son allégeance au sionisme.

L'empressement de la France, à travers ses médias, de torpiller un processus judiciaire tout à fait justifié, avec des preuves irréfutables, amène à se poser des questions sur le rôle et plus exactement le statut de cet individu précisément, dans les complots ourdis contre l'Algérie.

Ce n'est certainement pas des considérations humanitaires qui motivent les actions des sionistes pour faire libérer un criminel en col blanc.

Que cachent donc ce déploiement de l'artillerie médiatique lourde contre la justice espagnole pour l'amener à céder sur un dossier bien ficelé?

«Mais tout comme les tentatives précédentes, cette énième opération de subversion connaîtra le sort de ses précédentes, un acharnement stérile et sans impact», conclut l'APS.

PALESTINE OCCUPÉE

Les colons sionistes prennent d'assaut la mosquée Al-Aqsa

Des colons israéliens ont pris d'assaut, dimanche, la mosquée Al-Aqsa, dans la vieille ville de Jérusalem occupée, sous la protection des forces d'occupation israéliennes.

Selon des sources locales, 120 colons ont pénétré dans l'enceinte de la mosquée Al-Aqsa par la porte des Maghrébins (Bab al-Maghariba), où ils ont effectué des visites provocatrices et accompli des rituels talmudiques dans ses cours.

La mosquée Al-Aqsa, située dans la vieille ville de Jérusalem occupée, constitue l'un des principaux lieux saints de l'islam. L'ensemble de son enceinte, qui s'étend sur quelque 144 dunums, comprend notamment la mosquée Al-Qibli, le Dôme du Rocher, des salles de prière, des cours et plusieurs édifices historiques. Le site est administré par le Waqf islamique de Jérusalem sous la tutelle hachémite jordanienne. Selon les arrangements historiques et juridiques en vigueur, les musulmans y disposent du droit de culte, tandis que les visites de non-musulmans sont soumises à des modalités spécifiques. Les autorités palestiniennes, jordanienues et plusieurs instances internationales mettent régulièrement en garde contre toute mesure susceptible de modifier le statu quo historique et juridique du site.

Les incursions de colons israéliens dans l'enceinte d'Al-Aqsa se sont intensifiées ces dernières années et se sont accompagnées, selon des sources palestiniennes et internationales, de pratiques religieuses juives de plus en plus visibles, ainsi que de restrictions imposées à l'accès des fidèles musulmans.

En mai 2026, 7 244 colons ont notamment été recensés comme ayant pénétré dans l'enceinte de la mosquée, selon les données du gouvernorat de Jérusalem. Des incursions de grande ampleur ont également été organisées en juillet, certaines ayant rassemblé plusieurs milliers de colons sous la protection des forces israéliennes. Des organismes internationaux ont exprimé leur inquiétude face à ces développements, estimant qu'ils risquent d'éroder le statu quo historique et juridique du lieu saint.

ESCALADE DES ATTAQUES DE COLONS DANS LES GOUVERNORATS DE JÉNINE ET DE NAPLOUSE

Un membre de la branche du mouvement Fatah à Jénine, Nasri Hammamra, et le responsable de la résistance populaire au sein de la branche de Fatah à Naplouse, Nidal Mlitat, ont mis en garde dimanche contre l'escalade des attaques de colons dans les deux gouvernorats.

Hammamra a fait état d'une intensification des attaques de colons dans le gouvernorat de Jénine, notamment dans les zones sud et est, parallèlement aux tentatives d'agrandissement des avant-postes et des colonies et au déplacement des habitants de leurs terres.

Dans une déclaration à la radio Voix de la Palestine, il a indiqué que la zone orientale de la localité de Jaba, située à l'extrême sud du gouvernorat de Jénine, était la cible depuis plusieurs semaines d'attaques répétées de colons. Celles-ci comprennent le blocage des routes, l'interdiction faite aux habitants d'accéder à leurs maisons et à leurs terres, ainsi que des agressions physiques. Il a ajouté que ces attaques étaient allées jusqu'à empêcher des habitants de se rendre dans les hôpitaux de Jénine pour y recevoir des soins. Hammamra a souligné que la zone s'inscrivait dans le cadre d'un projet de



colonisation plus vaste prévoyant notamment l'ouverture de routes réservées aux colons et la connexion de secteurs situés à l'ouest du gouvernorat de Jénine au sud de la région, jusqu'à la vallée du Jourdain. Il a averti que l'expansion de la colonie de Homesh constituait un élément de cette extension.

Il a appelé à intensifier la mobilisation populaire et internationale afin de protéger les habitants et leurs terres, face à la multiplication des attaques quotidiennes et aux tentatives d'imposer une nouvelle réalité coloniale dans le gouvernorat de Jénine. De son côté, Mlitat a déclaré que le gouvernorat de Naplouse connaissait une escalade « grave et continue » des attaques de colons. Il a indiqué que la localité de Qusra avait été la veille la cible d'une attaque de grande ampleur menée par plus d'une centaine de colons contre des maisons palestiniennes assiégées.

Dans une déclaration à la radio Voix de la Palestine, il a ajouté que l'armée israélienne était intervenue en faveur des colons, tirant en direction des habitants et les encerclant, tandis que les familles à l'intérieur de leurs maisons étaient soumises à des actes d'intimidation et de terreur.

Il a également indiqué que la famille al-Tubasi, dans le village de Jaloud, avait été attaquée par des colons, visant Mahmoud al-Tubasi et son épouse. Des journalistes présents sur place ont documenté les attaques, dont un journaliste étranger et une journaliste palestinienne, qui ont été blessés au cours des événements.

Mlitat a souligné que les attaques ne visaient pas uniquement les habitants et leurs maisons, mais également les terres agricoles et les biens, parallèlement aux tentatives d'étendre et de consolider de nouveaux avant-postes de colonies. Ces attaques s'accompagnent, selon lui, d'un renforcement du bouclage du gouvernorat de Naplouse au moyen de points de contrôle militaires et de barrières, entravant la circulation des habitants et isolant les villages et les localités les uns des autres. Il a indiqué que tous les points de contrôle militaires du gouvernorat avaient été fermés la veille.

Il a enfin mis en garde contre les craintes croissantes de voir des communautés palestiniennes déplacées de force sous la menace des armes, dans le cadre de politiques visant à modifier la réalité géographique et démographique, comme cela s'est produit à Khirbet Yanoun et comme

ce serait actuellement le cas à Qusra et dans d'autres secteurs.

UN PALESTINIEN TOMBE EN MARTYR ET PLUSIEURS AUTRES BLESSÉS DANS UNE FRAPPE SIONISTE À DEIR AL-BALAH

Un Palestinien a été tué et plusieurs autres blessés dimanche dans une frappe israélienne visant la ville de Deir al-Balah, dans le centre de la bande de Gaza.

Selon le correspondant de Wafa, citant des sources médicales, au moins un Palestinien tué et plusieurs blessés, dont une fillette, ont été transportés à l'hôpital après qu'un drone israélien a ciblé un groupe de Palestiniens à proximité de la rue Akila, à l'ouest de Deir al-Balah.

Cette frappe intervient alors que la situation humanitaire dans la bande de Gaza demeure extrêmement préoccupante, après des mois de destructions et de déplacements massifs de population. Les infrastructures civiles, notamment les établissements de santé, les réseaux d'eau et d'assainissement ainsi que les logements, ont subi d'importants dommages, tandis que l'accès aux soins, à l'eau potable, à la nourriture et aux médicaments reste fortement limité.

Les autorités sanitaires palestiniennes font état de dizaines de milliers de morts et de blessés depuis le début de l'offensive israélienne le 7 octobre 2023. Malgré le cessez-le-feu entré en vigueur en octobre dernier, des incidents et des frappes continuent d'être signalés dans plusieurs secteurs de l'enclave, faisant régulièrement de nouvelles victimes.

Dans le centre de la bande de Gaza, Deir al-Balah et les zones environnantes accueillent par ailleurs un nombre important de personnes déplacées, dont les conditions de vie restent précaires. Les organisations humanitaires alertent régulièrement sur la dégradation des conditions sanitaires et sur les difficultés persistantes à assurer une prise en charge médicale suffisante des blessés.

DES CENTAINES DE COLONS PROFANENT DES SANCTUAIRES ISLAMIQUES À AWARTA, EN CISJORDANIE OCCUPÉE

Des centaines de colons profanent des sanctuaires islamiques à Awarta, au sud-est de Naplouse, dans le nord de la Cisjordanie occupée.

Des centaines de colons ont fait irruption,

dimanche à l'aube, dans des sanctuaires religieux islamiques du village, rapporte Wafa. Selon des sources locales et sécuritaires citées par l'agence de presse palestinienne, les colons ont pénétré dans le village sous la protection des forces sionistes et ont accompli des rituels talmudiques dans ces sanctuaires.

Les forces d'occupation avaient auparavant fermé les points de contrôle de Deir Sharaf et d'Awarta, ainsi que les routes environnantes de Naplouse, au moment de l'incursion des colons, ajoute l'agence de presse palestinienne citant des témoins.

INTENSIFICATION DES ATTAQUES

Samedi, les colons ont intensifié leurs attaques contre les Palestiniens en Cisjordanie, faisant plusieurs blessés lors des agressions menées sous la protection des forces d'occupation dans les gouvernorats de Ramallah, Jénine, al Khalil et Naplouse.

Samedi soir, des colons sionistes, protégés par les forces d'occupation sionistes, ont attaqué le village de Burqa, à l'est de Ramallah, a auparavant rapporté Wafa.

Le chef du conseil du village de Burqa, Sayel Kanaan, a déclaré à l'agence de presse palestinienne que des colons avaient pris d'assaut la périphérie est du village, s'en prenant à des agriculteurs qui travaillaient leurs terres. Selon la même source, les colons ont crevé les pneus du véhicule d'un agriculteur et ont tenté de le vandaliser et d'y mettre le feu.

LES FORCES D'OCCUPATION ASSURENT LA PROTECTION DES COLONS

Le chef du conseil du village a ajouté que les colons avaient tiré des coups de feu pendant leur attaque contre les agriculteurs et aux abords d'un parc public, semant la panique parmi les habitants. D'après lui, les forces d'occupation étaient intervenues simultanément à l'attaque des colons, pour assurer leur protection et s'étaient déployées dans tout le village.

Un autre groupe de colons avait tenté de prendre d'assaut le village par le Sud, mais les habitants les avaient repoussés. Aucun blessé n'a été signalé lors de cet incident, a précisé Sayel Kanaan, soulignant que les agriculteurs du village de Burqa subissent quotidiennement des attaques de colons.

Comment dire adieu à la procrastination et passer à l'action ?

Remettre les choses au lendemain est un comportement que nous avons tous adopté un jour ou l'autre. Mais quand cette habitude devient un mode de fonctionnement au quotidien, elle peut avoir des conséquences importantes sur la vie professionnelle, personnelle ou sociale. C'est ce qu'on appelle la procrastination. Heureusement, ce mécanisme peut être déconstruit. Il existe des stratégies concrètes pour mieux comprendre ce phénomène et s'en libérer efficacement.

Qu'est-ce que la procrastination ?

La procrastination ne se résume pas à de la paresse ou à un simple manque de motivation. Il s'agit d'un comportement complexe. Le Centre for Clinical Intervention d'Ottawa (Canada) la définit comme le fait de reporter volontairement une tâche importante, sans raison valable, au profit d'une autre activité moins urgente ou moins significative, même en étant conscient des conséquences négatives qui peuvent en découler.

Autrement dit, la procrastination consiste à fuir ce qui est prioritaire pour se réfugier dans ce qui est plus confortable à court terme.

Les causes de la procrastination peuvent être multiples :

Un manque de confiance en



soi, qui pousse à douter de sa capacité à accomplir une tâche correctement.

Un faible contrôle de soi, qui rend difficile la gestion de l'impulsivité ou des distractions.

Une surcharge émotionnelle, comme le stress, l'anxiété ou même des symptômes dépressifs.

Une peur de l'échec ou du jugement, qui pousse à éviter la confrontation avec la difficulté.

Ce phénomène ne se limite pas au travail. Il peut aussi concerner :

Les démarches administratives, l'entretien de la maison, les rendez-vous médicaux, la

gestion financière, la vie sociale ou relationnelle.

Des règles simples pour sortir du cercle vicieux

Il ne suffit pas de se dire : « Cette fois, je ne procrastine plus ». Pour changer durablement, il est essentiel de comprendre ses schémas et de mettre en place des outils simples mais efficaces.

Voici quelques principes concrets pour vous aider à avancer pas à pas.

Identifiez vos déclencheurs et clarifiez vos motivations

Prenez le temps d'observer dans quelles situations vous procrastinez le plus. Est-ce lié à des

tâches longues ? Peu motivantes ? Trop complexes ? Ensuite, interrogez-vous : pourquoi souhaitez-vous changer ? Qu'est-ce que cela améliorerait dans votre vie ?

Fixez des objectifs réalistes et hiérarchisez les priorités

Définissez vos tâches de manière claire, en leur donnant une priorité. Commencez par les plus urgentes ou les plus simples. Le fait de cocher une tâche réalisée, même petite, renforce la confiance en soi et enclenche une dynamique positive.

Fractionnez les grandes tâches en étapes concrètes

Une grosse mission peut paraître décourageante si elle reste vague ou trop ambitieuse. Divisez-la en petites actions. Par exemple : au lieu de "ranger tout l'appartement", commencez par "vider le bureau", puis "trier les papiers", puis "passer l'aspirateur". Chaque étape accomplie alimente la motivation.

Instaurez des plages de concentration limitées dans le temps

Utilisez la technique du "time blocking" ou celle du "Pomodoro" : fixez un temps court (20 à 30 minutes), durant lequel vous ne faites qu'une seule tâche, sans interruption. C'est une méthode redoutable pour passer à l'action sans se laisser distraire.

Repérez vos moments de productivité

Nous n'avons pas tous les mêmes pics d'efficacité dans la journée. Identifiez quand vous êtes le plus concentré (matin, après-midi, soir) et planifiez les tâches importantes dans ces plages horaires.

Mettez en place un système de gratification

Associer une récompense à l'achèvement d'une tâche peut aider à rester motivé. Cela peut être une pause, un café, un épisode de série ou une balade. Ce renforcement positif aide à ancrer une nouvelle habitude.

Cette vitamine ralentirait Parkinson, selon la science

La maladie de Parkinson reste aujourd'hui une pathologie neuro-dégénérative incurable, affectant plus de 120 000 Français. Malgré les traitements disponibles, les patients doivent composer au quotidien avec des symptômes lourds et évolutifs.

Mais une récente étude américaine ravive l'espoir : la vitamine D pourrait jouer un rôle dans l'atténuation des symptômes de la maladie et dans l'amélioration de la qualité de vie des patients. Voici ce que la science nous apprend.

Parkinson : une maladie incurable mais mieux comprise

La maladie de Parkinson se caractérise par la dégénérescence progressive des cellules dopaminergiques du cerveau. Ces neurones, chargés de produire la dopamine, jouent un rôle fondamental dans le contrôle des mouvements, mais aussi dans la motivation, le plaisir et les émotions.

Lorsque ces cellules disparaissent, les fonctions motrices et cognitives du patient sont peu à peu altérées : tremblements, lenteur des mouvements, raideur musculaire, troubles de l'équilibre, voire

dépression ou troubles cognitifs apparaissent au fil du temps.

Le traitement de référence repose encore aujourd'hui sur l'administration de dopamine, mais aucune thérapie ne permet encore de stopper la progression de la maladie.

Une nouvelle piste : le rôle de la vitamine D

Une étude américaine, menée sur 286 patients atteints de la maladie de Parkinson, révèle un lien prometteur entre le taux de vitamine D dans le sang et la sévérité des symptômes.

Les résultats sont frappants : plus les niveaux de vitamine D sont élevés, moins les patients présentent de troubles cognitifs et de symptômes dépressifs. Ce constat est particulièrement marqué au début de la maladie, moment clé dans la prise en charge.

Les chercheurs vont plus loin, affirmant que la vitamine D ne serait pas un simple indicateur secondaire, mais un véritable cofacteur aggravant dans la progression des maladies neurodégénératives. Autrement dit, un déficit en vita-

mine D pourrait accélérer la dégradation des fonctions cognitives et émotionnelles.

Une action bénéfique via le microbiote intestinal

Autre point intéressant : la vitamine D semble exercer une action indirecte sur le cerveau en agissant sur le microbiote intestinal, aujourd'hui considéré comme un second cerveau. L'hypothèse est donc que le maintien d'un microbiote sain, grâce notamment à une supplémentation en vitamine D, pourrait aider à limiter certaines inflammations chroniques impliquées dans les maladies neurodégénératives.

Cette perspective ouvre la voie à de nouvelles stratégies thérapeutiques : la vitamine D pourrait un jour intégrer les traitements de fond pour ralentir l'évolution de maladies comme Parkinson.

Vitamine D : des bienfaits bien au-delà de Parkinson

Cette découverte s'ajoute à une longue liste de bienfaits déjà bien connus de la vitamine D. Plusieurs études ont déjà mis en évidence ses effets positifs sur :

Le ralentissement de la progression du

diabète de type 2.

La réduction du risque de fracture après une greffe du rein.

Le maintien d'une bonne santé osseuse, via une meilleure absorption du calcium et du phosphore.

La prévention de certains cancers, comme le cancer colorectal ou le cancer du sein.

Où trouver naturellement de la vitamine D ?

L'alimentation peut vous aider à faire le plein de vitamine D. Voici les meilleures sources naturelles :

Les poissons gras : saumon, sardine, maquereau.

Les abats : foie de veau, foie de morue.

Les œufs, surtout le jaune.

Le beurre et les fromages.

Certains produits enrichis comme les laits végétaux, les céréales ou les yaourts enrichis.

Et bien sûr, l'exposition au soleil (au moins 15 minutes par jour) stimule naturellement la production de vitamine D par la peau.

Pourquoi vous devriez arrêter le sucre pendant 30 jours (et ce qu'il se passe) !

Le sucre est partout : dans les sodas, les plats préparés, les sauces, et même certains aliments dits « sains ». Pourtant, sa consommation excessive est liée à l'obésité, au diabète et aux maladies cardiovasculaires. Mais que se passe-t-il dans votre corps si vous arrêtez complètement le sucre pendant 30 jours ?

Les effets immédiats : Les premiers jours difficiles

Dès que vous stoppez le sucre, votre corps réagit. Vous pouvez ressentir :

Fatigue et maux de tête : Le sucre agit comme une drogue, et son arrêt peut provoquer des symptômes de sevrage.

Envies intenses : Votre cerveau réclame sa dose de dopamine, mais après quelques jours, ces pulsions diminuent.

Moins de fringales : Votre glycémie devient plus stable, réduisant ainsi les envies soudaines de sucré.

Après 2 semaines : Le regain d'énergie

Sans les variations de glycémie provoquées par le sucre,

vous remarquerez :

Plus d'énergie : Plus de coups de fatigue en fin de matinée ou d'après-midi.

Meilleure digestion : Moins de ballonnements et un microbiote intestinal en meilleure santé.

Une peau plus nette : Réduction des boutons et de l'inflammation cutanée.

Après 1 mois : Des résultats visibles

En 30 jours, le corps s'est adapté et les bienfaits sont impressionnants :

Perte de poids : Réduction des graisses abdominales grâce à une meilleure gestion de l'insuline.

Sommeil de meilleure qualité : Moins de réveils nocturnes et un endormissement facile.

Humeur plus stable : Moins d'irritabilité et de stress, grâce à une meilleure régulation hormonale.

Les bénéfices à long terme

En plus de la perte de poids et de l'amélioration de l'énergie, l'arrêt du sucre pendant 30 jours peut :

Réduire le risque de maladies

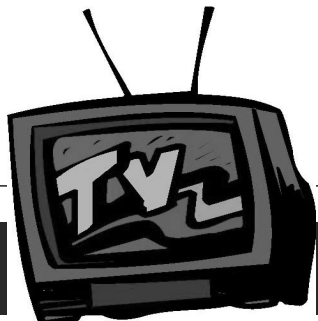
cardiaques et de diabète de type 2.

Améliorer la santé bucco-dentaire.

Diminuer l'inflammation dans le corps.

Favoriser un meilleur contrôle des envies alimentaires.

Arrêter le sucre pendant 30 jours peut transformer votre santé et votre bien-être. L'objectif n'est pas de le supprimer à vie, mais de réduire les excès et de privilégier les alternatives saines comme les fruits, le miel ou le chocolat noir à 85%.



Selection du jour

TF1

20h10

Camping paradis

Avec Franck Dubosc, Gérard Lanvin, Mathilde Seigner, Claude Brasseur, Mylène Demongeot, Antoine Duléry, Christine Citti, Frédérique Bel, Laurent Olmedo, Abbès Zahmani, Ari Vatanen, Bernard Montiel, Emanuel Booz, Emmanuelle Galabru

Alors que toute l'équipe d'animation prépare le carnaval de Martigues, Sophie et Aurélien arrivent pour passer leurs vacances avec Amanda, la mère de Sophie. Ils veulent lui annoncer qu'ils attendent un bébé ! Le problème c'est qu'Amanda, véritable tornade et ancienne reine des soirées du camping, a, elle aussi, une nouvelle à annoncer à sa fille... mais ne sait pas comment lui dire ! De son côté, Audrey accueille sa cousine Margot, qui se remet d'une greffe de coeur reçue il y a un an. Aujourd'hui en pleine forme, elle a du mal à résister à son charmant voisin de bungalow.



5

20h05

Burning Man, le désert de tous les possibles

Réalisateur : Frédéric Elhorga, Julien Boluen

Chaque année, au coeur du désert du Nevada, apparaît une ville éphémère : Black Rock City. Plus de 80000 participants, venus des quatre coins du monde, y expérimentent un mode de vie différent : liberté, créativité, communauté et un engagement fort envers l'environnement. Ici, aucune trace n'est laissée. «Leave No Trace» est l'un des 10 principes fondateurs du festival. Pas de déchets, pas de mégots, pas une goutte d'eau gaspillée. En théorie. Cependant, dans la pratique, Burning Man représente un immense paradoxe. Faire émerger une ville de nulle part dans un désert inhospitalier nécessite une logistique colossale.



Pas de déchets, pas de mégots, pas une goutte d'eau gaspillée. En théorie. Cependant, dans la pratique, Burning Man représente un immense paradoxe. Faire émerger une ville de nulle part dans un désert inhospitalier nécessite une logistique colossale.

france 2

20h10

Le rouge et le noir

Avec Victor Belmondo, Virginie Ledoyen, Camille Razat, Patrick Timsit, Zoé Adjani, Romane Bohringer, Patrick Mille, Théo Cholbi, Sophie Guillemin, Fred Testot, Stéphane Rideau, Jérôme Deschamps, Pablo Lourenço, Lauren Luczac-Kahlert, Loyan Pons de Vier



Dans la petite ville de Verrières, Julien Sorel, un pauvre fils de charpentier et brillant latiniste, devient précepteur pour les enfants du maire, Monsieur de Rênal. Tirailé entre ses rêves de grandeur et sa condition sociale, il attire l'attention de Louise de Rênal, l'épouse de son employeur. Si Louise se méfie d'abord de ce modeste fils de charpentier, elle va pourtant se laisser prendre au jeu de séduction dangereux auquel le jeune homme se livre sous son

france 3

20h10

Le bon, la brute et le truand

Avec Clint Eastwood, Lee Van Cleef, Gian Maria Volonte, Klaus Kinski, Josef Egger, Luigi Pistilli, Panos Papadopoulos, Mara Krup, Benito Stefanelli, Nazzareno Natale, Antoñito Ruiz, Enrique Santiago, Rosemary Dexter, Antonio Molino Rojo, José Terrón

Pendant la guerre de Sécession, trois hommes, préférant s'intéresser à leur profit personnel, se lancent à la recherche d'un coffre contenant 200000 dollars en pièces d'or volés à l'armée sudiste. Tuco sait que le trésor se trouve dans un cimetière, tandis que Blondin connaît le nom inscrit sur la pierre tombale qui sert de cache. Chacun a besoin de l'autre.



M

20h10

L'amour est dans le pré

Présenté par : Karine Le Marchand

«L'amour est dans le pré» revient pour une 21e saison plus touchante que jamais. Cette année encore, Karine Le Marchand ouvre les portes des exploitations agricoles où battent des coeurs en quête d'âme soeur et, derrière les tracteurs et les étables, se cachent des hommes et des femmes aux parcours extraordinaires, dont les rêves et les espoirs résonnent en chacun de nous. Si certains ont connu l'amour puis la solitude, d'autres attendent encore ce premier grand frisson et tous partagent cette même quête universelle : trouver quelqu'un avec qui partager leur vie et leur passion. Préparez-vous à rire, à pleurer, à vous émuvoir, car cette 21e saison promet déjà son lot de moments inoubliables.



W9

20h25

Seul sur Mars

Avec Matt Damon, Jessica Chastain, Kristen Wiig, Jeff Daniels, Michael Peña, Sean Bean, Kate Mara, Sebastian Stan, Aksel Hennie, Chiwetel Ejiofor, Benedict Wong, Mackenzie Davis, Donald Glover, Nick Mohammed, Chen Shu

La NASA a mis sur pied la mission Arès III sur la planète Mars, à laquelle participe six astronautes chevronnés. Mais l'expédition est prise dans une violente tempête de sable et le commandant Melissa Lewis ordonne un décollage d'urgence et l'abandon de la mission. Heurté par un débris, Mark Watney, l'un des astronautes, disparaît. Le vaisseau quitte la «planète rouge» sans Mark, que tous ses coéquipiers croient mort.

LE MAGHREB
Le Quotidien de l'Économie

Édité par la SARL
Maghreb Presse
Édition
au capital
De 5.200.000 DA
Compte bancaire :
00100625030030024926
BNA agence Kouba

Directeur de la Publication
Salah Lakoues

Direction de la Rédaction
Administration
BP 545,
Maison de la presse Safir Abdelkader
Kouba - Alger
Tél Adm : 023 70 94 94
Tél Réd : 023 70 94 61
Fax Pub : 023 70 94 58
Fax Réd : 023 70 94 09

Site internet :
www.lemaghreb.dz
e-mail:
maghrebjournal@yahoo.fr

Impression
SIA Alger
EPE - SPA Imprimerie "Centre"
Siège social : Zone Industrielle
El-Alia Bab-Ezzouar - Alger
Diffusion
Centre : MPE
Est : MPE

« Pour votre Publicité s'adresser à :
l'Entreprise Nationale de
communication, d'Édition et de
Publicité »

Agence ANEP 01, Avenue Pasteur -
Alger.
Téléphone : 020.05.20.91 / 020.05.10.42
Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45
020.05.13.77
E-mail : agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

Les manuscrits,
photographies ou tout
autre document et
illustrations adressés ou
remis à la rédaction ne
seront pas rendus et ne
peuvent faire l'objet
d'aucune réclamation.

ORMUZ

L'Iran affirme avoir convenu avec Oman d'un itinéraire dans le détroit

Le président iranien Masoud Pezeshkian a déclaré vendredi que Téhéran était parvenu à un accord avec Oman sur un itinéraire de passage à travers le détroit d'Ormuz et qu'il rouvrirait cette voie maritime stratégique si les États-Unis respectaient leurs engagements dans le cadre du mémorandum d'entente conclu à Islamabad en juin.

« Nous sommes parvenus à un accord avec Oman sur l'itinéraire de passage à travers Ormuz et, si les États-Unis respectent leurs engagements dans le cadre du mémorandum d'entente, nous rouvrirons le détroit », a déclaré Pezeshkian, cité par l'agence officielle iranienne IRNA. Le président iranien a précisé que l'itinéraire de passage avait également été communiqué au guide suprême de la République islamique. « Nous assurons actuellement le suivi de cette question. Si les États-Unis respectent leurs engagements concernant la levée des sanctions et du blocus, le déblocage des avoirs, le lancement des investissements et la fin de la guerre au Liban, nous rouvrirons également le détroit d'Ormuz », a-t-il ajouté. « Au vu de l'état d'avancement des dis-



cussions, ils acceptent également que nous revenions au mémorandum d'entente », a-t-il poursuivi, faisant référence à la position américaine. Pezeshkian a indiqué que le Conseil suprême de sécurité nationale iranien était parvenu à un consensus qu'il a qualifié d'« exceptionnel », 12 de ses 13 membres ayant voté en faveur de l'accord. « Cette sagesse collective a constitué une réalisation majeure », a-t-il déclaré. Le président iranien a affirmé que les sanctions et le blocus avaient initialement été levés, tandis que des négociations avaient débuté sur la libération des fonds iraniens gelés et que des projets d'investissement d'un montant de 300 mil-

liards de dollars étaient en préparation. De son côté, l'Iran œuvrait à rétablir le détroit d'Ormuz dans son état antérieur, a-t-il ajouté. « Mais comme ils n'ont pas respecté leurs engagements, le mémorandum d'entente s'est effondré », a-t-il déclaré. L'Iran et Oman mènent depuis l'effondrement du mémorandum conclu entre Washington et Téhéran le mois dernier des discussions visant à mettre en place un mécanisme de gestion de la navigation à travers cette voie maritime stratégique. Dans le cadre de cet accord, les États-Unis et l'Iran avaient convenu de prolonger un cessez-le-feu conclu en avril et de permettre progressivement au trafic maritime dans le détroit de revenir à

ses niveaux d'avant-guerre, tandis que les deux parties poursuivaient leurs négociations en vue d'un règlement définitif mettant fin à la guerre qui avait débuté en février.

LE PREMIER MINISTRE QATARI SE RENDRA EN IRAN POUR DISCUTER DES EFFORTS DE DÉSESCALADE

Le Premier ministre et ministre des Affaires étrangères du Qatar, Cheikh Mohammed ben Abdelrahmane ben Jassim Al Thani, se rendra jeudi dans la capitale iranienne afin de discuter des efforts visant à désamorcer les tensions. Cheikh Mohammed rencontrera plusieurs responsables iraniens pour discuter des moyens de désescalader les tensions et de créer les conditions propices au dialogue », a écrit sur la plateforme américaine X le porte-parole du ministère qatari des Affaires étrangères, Majed Al Ansari. Les discussions porteront notamment sur la liberté de navigation dans le détroit d'Ormuz et sur la nécessité de rétablir la situation qui prévalait dans cette voie maritime avant le 28 février, a-t-il précisé. Cette visite constituerait le premier déplacement du Premier ministre qatari en Iran depuis le début de la guerre entre Washington et Téhéran, déclenchée par des frappes américaines et israéliennes contre l'Iran à la fin du mois de février. Les États-Unis et l'Iran, avec la médiation du Pakistan et du Qatar, ont signé en juin un protocole d'accord. Toutefois, sa mise en œuvre a été suspendue en raison de divergences concernant le détroit d'Ormuz. Les États-Unis ont repris leurs attaques militaires contre l'Iran le mois dernier, tandis que Téhéran a riposté en frappant des installations militaires américaines dans plusieurs États arabes alliés de Washington.

R. I.

Post scriptum

Par : B. Khemis

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a souligné, samedi à Alger, qu'il n'était pas exclu que des actes criminels soient à l'origine des incendies ayant touché plusieurs wilayas du pays, assurant que les enquêtes et les investigations nécessaires seront menées à cet égard. Lors de sa visite à l'hôpital des grands brûlés « Dr Saïd Chibane » de Zéralda pour s'enquérir de l'état des blessés évacués des wilayas touchées par les récents incendies, le président de la République n'a pas écarté l'éventualité que des actes criminels soient à l'origine de leur déclenchement, « notamment au regard de la puissance avec laquelle ces incendies se sont déclarés », précisant que « les enquêtes nécessaires seront menées » à cet égard.

Dans ce sillage, le président de la République a indiqué que le facteur vent avait compliqué la tâche d'extinction de ces incendies.

Le président de la République, a salué, l'élan de solidarité et la grande mobilisation populaires aux côtés des sinistrés des récents incendies ayant touché plusieurs wilayas de l'est et du centre du pays. Dans une déclaration, à l'issue de sa visite à l'hôpital des grands brûlés « Dr Saïd Chibane » de Zéralda, où il s'est enquis de l'état des blessés évacués des wilayas sinistrées, le président de la République a déclaré : « Notre consolation réside dans l'élan de solidarité du peuple algérien, qui nous rend fiers d'appartenir à l'Algérie, n'en déplaise à certains ». « Ceux

La piste criminelle n'est pas exclue dans les incendies ayant touché plusieurs wilayas du pays

qui pensent autrement du peuple algérien se trompent, et les analyses qu'ils font depuis longtemps sur l'Algérie sont également erronées », a-t-il ajouté.

Le président de la République a également évoqué les moyens mobilisés pour lutter contre ces incendies et prendre en charge les sinistrés, déclarant à ce propos : « Lorsque de telles catastrophes nous frappent, nous y faisons face avec les moyens de l'Etat et du peuple.

L'Armée nationale populaire (ANP) est également présente dans toutes les épreuves, tout comme la Protection civile algérienne, à l'égard de laquelle nous prendrons plusieurs décisions afin de soutenir ce corps cité en exemple à travers le monde ».

Dans le même sillage, le président de la République s'est arrêté sur les causes à l'origine de ces incendies, affirmant : « C'est effectivement une circonstance douloureuse, et nous croyons au destin inéluctable de Dieu, mais il y a des actes criminels et nous enquêtons sur ceux qui en sont responsables », avant d'ajouter : « Je n'emploierai pas des termes forts, comme celui de conspiration ».

Concernant les conditions dans lesquelles se sont déroulées les opérations d'extinction de ces incendies, le président de la République a fait observer que « les vents étaient très forts, ce qui a favorisé la propagation des flammes », ajoutant que, sur le plan technique, « il n'existait aucun moyen, ni aérien ni terrestre, permettant de venir à bout de ces incendies ».

Il a, en outre, abordé la prise en charge médicale dont bénéficient les blessés dans ces incendies, relevant le haut niveau des médecins de l'hôpital des grands brûlés. « Auparavant, nous envoyions les cas complexes à l'étranger pour les soins, alors qu'aujourd'hui, nous sommes en mesure de les prendre en charge ici », a-t-il soutenu.

Le président de la République a rappelé que la réalisation de l'hôpital des grands brûlés de Zéralda est intervenue à la suite des incendies criminels survenus en 2021, lesquels, a-t-il dit, avaient constitué « une leçon pour nous ». Le président de la République a renouvelé ses remerciements aux équipes médicales de cet établissement hospitalier et de ceux des wilayas touchées, ainsi qu'aux éléments de la Protection civile, de l'Armée nationale populaire (ANP), de la Gendarmerie nationale (GN) et de la Sûreté nationale, qui « ont contribué à atténuer cette catastrophe », et à tous ceux qui ont participé à l'évacuation des blessés, considérant cette mobilisation générale comme « une leçon pour tous ceux qui critiquent l'Algérie ».

Il est important de noter, que le président a adressé, jeudi dernier, un message de condoléances aux familles des victimes des incendies survenus dans certaines wilayas du centre et de l'est du pays.

« Le cœur est accablé par la douleur et l'âme est remplie de tristesse suite à la tragédie qui a coûté la vie à plusieurs de nos concitoyens dans les incendies qui se sont déclarés dans

certaines wilayas du centre et de l'est de notre chère patrie », lit-on dans le message de condoléances.

« C'est une période difficile que nous traversons tous après que les flammes ont surpris nos concitoyens, alors même que nous avions entamé l'indemnisation des sinistrés des précédents foyers d'incendie éteints... Face à cette douloureuse circonstance, je ne peux que m'incliner avec déférence à la mémoire de nos concitoyens victimes de cette tragédie, priant Dieu d'entourer leurs âmes de Sa miséricorde et de nous prêter patience face à cette épreuve », a poursuivi le président de la République dans son message.

« Je tiens également à adresser mes sincères condoléances et ma profonde compassion à toutes les familles endeuillées par ce drame, priant Allah Tout-Puissant d'entourer les victimes de Sa sainte miséricorde, de les accueillir en Son vaste paradis parmi les martyrs et les justes de Ses serviteurs, de prêter patience et réconfort à leurs proches, et d'accorder un prompt rétablissement aux blessés. A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons ».

« Suite à cette douloureuse épreuve, je décrète un deuil national de trois jours, à compter de ce jour, avec mise en berne de l'emblème national sur l'ensemble du territoire national et annulation de toutes les manifestations festives et compétitions sportives nationales », a conclu le président de la République.

B. KH